

2010

NOVEMBRE

N°15
4€

NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

LA REVUE

TOUT est à nous



FEMMES TRAVAIL, RETRAITES, ÉGALITÉ SALARIALE ACTU P11



1978-1979 LES LUTTES DE LA SIDÉURGIE REPÈRES P25



CARDON LE TRAIT MOQUEUR CULTURE P34

DOSSIER

EXTRÊMES DROITES EN EMBUSCADE

SOMMAIRE

Ingrid Hayes Éditorial *Lame de fond* P3

ACTU

Pierre Rousset Philippines *Deuxième congrès du Parti révolutionnaire des travailleurs (Mindanao)* P4

Jean-Claude Laumonier, Patrick Bonneau et Isabelle Devannes, Jean-Pierre Martin

Trois contributions sur le thème *La psychiatrie entre «État social» et «État pénal»?* P7

Stéphanie Treillet Femmes et *Retraites* P11

DOSSIER

Commission nationale antifasciste Extrêmes droites *Les connaître pour mieux les combattre* P13

Éliane Berthier Conscience de classe contre *Inconscience nationale* P14

Éliane Berthier Succession Le Pen : enjeux et perspectives *Entretien avec René Monzat* P15

Antoine Sindelar FNJ *Normalisation et posture contestataire* P17

Alexandre Timbaud Les Identitaires *Des fachos 2.0* P18

D. Boulègue, G. Gérard, A. Timbaud Europe *Des gouvernants sous pression des extrêmes droites islamophobes* P19

Gabriel Gérard L'antisionisme d'extrême droite *Le masque de l'antisémitisme* P20

Antoine Sindelar Histoire de réseaux (1) *Ras l'front* P21

Raoul Guerra Histoire de réseaux (2) *No Pasaran : entretien avec Taz* P22

Valentine Delion, Antoine Sindelar Antifascismes au présent (1) *Création d'un collectif contre les Identitaires* P22

Clément L. Antifascismes au présent (2) *Chauny, après une manifestation réussie, envisageons la suite* P23

Alexandre Timbaud Antifascismes au présent (3) *Paris : La «riposte sociale» doit prendre de l'ampleur* P24

Julian et Antoine Sindelar Antifascismes au présent (4) *Pour mieux résister, le sud-ouest se coordonne* P24

REPÈRES

Ingrid Hayes 1978-1979 *Les luttes des sidérurgistes* P25

EN DÉBATS/EN ACTIONS

Patrick Durand, Mazdak Kafai, Laurence Lyonnais

Des nanotechnologies à la société policière *Entretien avec Pièces et Main-d'œuvre* P29

Pierre Rousset Droit de réponse *Ne pas prendre ses désirs pour la réalité* P32

NOTES DE LECTURE

Stella Montebello Yves Cusset *Une politique de l'accueil est-elle possible?* P33

CULTURE

Pierre Baton Cardon *Le trait moqueur* P34

© Photothèque Rouge/JMB

AVERTISSEMENT

Comme il est de règle, les articles signés sont publiés sous la seule responsabilité de leurs auteurs.

Lame de fond

PAR INGRID HAYES

Le mouvement contre la réforme des retraites a surpris tout le monde, par sa force, sa longévité, ses formes, et le soutien massif qu'il a gagné. Il s'agit de la confirmation du rejet des politiques libérales par une partie importante des jeunes, des salariéEs, en raison des souffrances qu'elles imposent mais aussi de l'injustice du système qu'elles incarnent et défendent. Cette confirmation vient dans une période nouvelle et ce n'est pas rien : elle vaut comme première réponse à ceux qui veulent faire payer la crise à la majorité de la population, après le mouvement avorté en 2009. À la logique du tous contre tous, la mobilisation a répondu directement sur le terrain politique, revendiquant la solidarité contre l'injustice sociale, et lui donnant une réalité par ses pratiques et par sa nature, posant de fait des questions politiques globales, d'autant que la question des retraites est apparue clairement comme un choix de société.

Il s'agit du mouvement social le plus puissant depuis longtemps. Si l'entrée en grève a été difficile, il n'empêche qu'en nombre de personnes mobilisées, on est très au-delà de 1995. La grève générale n'a pu se développer, mais le mouvement de grève reconductible ou répétée a été, pour la première fois depuis longtemps, réellement interprofessionnel, unissant des secteurs du public et du privé, auxquels est venu s'ajouter le mouvement de la jeunesse. Depuis 1995, les

mobilisations s'appuyaient sur un secteur en lutte (issu du service public, cheminots, enseignants, et la jeunesse), et cela a marqué notre compréhension de la situation. C'est très différent cette fois, au-delà du cas des raffineries.

Aux secteurs mobilisés dans la grève viennent s'ajouter regroupements interprofessionnels, intersyndicales locales, assemblées générales, autant de cadres qui ont permis les centaines de blocages organisés chaque jour. En un sens, le mouvement actuel épouse nettement les frontières de classe : c'est celui du salariat, non seulement comme manifestation publique d'un fait statistique, mais également comme expression d'une réalité sociologique et politique. C'est ainsi que le passage de 60 à 62 ans de l'âge légal de départ à la retraite a pu être considéré comme concernant tout le monde. Du coup, nous aboutissons à ce que tout le salariat – ceux et celles qui ont été salariéEs, qui le sont ou le seront – se retrouve d'un même côté. Et la mince couche des privilégiés de la fortune de l'autre. Si le mouvement a été et demeure aussi politique, c'est aussi en raison de la crise du pouvoir sarkozyste et de l'affaiblissement de sa base sociale, amputée notamment de secteurs importants des travailleurs modestes qui avaient cru aux promesses du candidat de 2007. Le sarkozysme est aujourd'hui démuné, sans discours ni projet à l'adresse de l'ensemble de la

population. La politique raciste et sécuritaire, malgré ses effets désastreux et durables, n'y a pas suffi. Le mouvement pour les retraites est la concrétisation, la manifestation publique de cette rupture. C'est donc également une protestation contre « le président des riches ». Rien n'a été oublié, ni la nuit du *Fouquet's*, ni le

organisation ait au total été assez faible et n'ait pas permis de bousculer les rythmes de l'intersyndicale a pesé lourd sur l'issue prévisible du mouvement. Reste à mener la discussion sur les conséquences sociales et politiques du déroulement de cette séquence mais, aussi, de son issue. Il faut prendre le temps de l'analyse



© Photothèque Rouge/JMB

bouclier fiscal, ni l'affaire Bettencourt et les liens étroits avec les plus riches d'entre les riches.

Pourtant, la loi est votée et sera, selon toute vraisemblance, promulguée. Il en aurait été autrement si la grève avait été générale. Et, s'il est évident que l'unité syndicale a constitué un facteur décisif pour que le mouvement ait lieu (de même que la force du mouvement a constitué un facteur décisif du maintien de l'unité syndicale...), il est tout aussi évident que les grandes centrales voulaient à tout prix éviter un affrontement direct avec le pouvoir. Dès lors, le fait que l'auto-

et de la réflexion. Le NPA a joué tout son rôle, au cœur des mobilisations. Il lui faut maintenant prendre la mesure de ce que le mouvement révèle mais, surtout, modifie dans la situation, dans le mouvement syndical, dans la jeunesse, dans ce qui apparaît comme une nouvelle génération combative. Et de ce que cela nous donne comme tâches, en cohérence avec notre projet politique. □

PHILIPPINES

PAR PIERRE ROUSSET

Deuxième congrès du Parti révolutionnaire des travailleurs (Mindanao)

Le PRT a tenu en août dernier son deuxième congrès. Implanté avant tout dans une zone où cohabitent les « trois peuples » de Mindanao, il occupe une place originale dans la gauche philippine – une gauche radicale où la question de l'unité n'est pas résolue.

Le Parti révolutionnaire des travailleurs (Mindanao) – ou RPM-M pour utiliser son sigle tagalog – s'est réuni en congrès aux Philippines, dans une base de guérilla, sous la protection de quelques dizaines de combattants. Non par romantisme passéiste, mais par nécessité : ses membres sont menacés par de nombreux groupes armés. Impossible dans ces conditions de se retrouver comme tout un chacun en ville, dans une salle même discrète ; le danger est trop grand.

Neuf ans après sa fondation en 2001, le RPM-M a donc tenu son deuxième congrès en montagne, dans la grande île de Mindanao, au sud de l'archipel philippin. Comme son nom l'indique, il est en effet avant tout un parti « mindanaouin » : il agit dans la région la plus militarisée du pays, marquée notamment par un très long conflit entre le gouvernement et les organisations militantes enracinées dans les populations musulmanes, les « Moros ». Plutôt que de revenir ici sur le congrès lui-même – je renvoie pour cela au reportage déjà publié à ce sujet¹ –, je voudrais tenter d'expliquer ce qui fait l'originalité du RPM-M au sein de la gauche philippine.

LES ENFANTS REBELLES DU PCP

Première clé d'explication : l'héritage contradictoire du Parti communiste des Philippines. Ce parti, maoïste, a été le seul à même d'organiser dans les années 1970 la résistance au régime dictatorial du président Ferdinand Marcos. De ce fait, il a profondément marqué une génération militante toute entière. Il s'est cependant révélé incapable, au début des années 1980, de comprendre que la dictature allait être

renversée par une combinaison inédite de mobilisation de masse majoritaire et de rébellion militaire minoritaire, et non pas à l'occasion d'une offensive des forces de guérilla comme le prévoyait la direction du parti.

L'héritage du PCP est profondément ambivalent. Il a incarné une grande tradition révolutionnaire et militante, mais aussi des orientations et des pratiques très bureaucratiques. Il a connu de terribles purges internes, nourries par une peur paranoïaque de l'infiltration. Alors qu'une réévaluation d'ensemble de ses références devenait urgente, sa direction a refusé l'organisation d'un débat en son sein avec la tenue d'un congrès, provoquant de nombreux départs et plusieurs scissions dans les années 1980-1990. Depuis, ce parti s'est engagé dans un cours hypersectaire, allant jusqu'à assassiner des cadres des autres mouvements de gauche.

Dans leur majorité, les courants actuels de la gauche radicale aux Philippines, y compris le RPM-M, sont issus du Parti communiste. Tous ont été confrontés au même défi : préserver les traditions révolutionnaires d'antan tout en modifiant profondément les conceptions politiques et programmatiques héritées du PCP. Ils s'y sont attaqués avec plus ou moins de bonheur suivant les cas. Le RPM-M est l'une des organisations qui y a le mieux réussi.

UNE NOUVELLE GAUCHE PLURALISTE

Deuxième clé d'explication : la forme prise par la crise du maoïsme philippin. Dans un premier temps, un espace s'est dégagé qui a permis à des composantes très minoritaires

de la gauche marxiste philippine, non maoïste, de s'affirmer en dehors de ses rangs et de gagner en envergure. Une décennie plus tard, les ruptures se sont produites au sein même du PCP. Cependant, dans un parti clandestin et en l'absence de débat organisé à l'échelle nationale, les scissions se sont produites en ordre dispersé. En plus du départ individuel de nombreux membres, diverses structures du PCP ont pris leur indépendance. Ce fut le cas de commissions (front uni...) ou de secrétariats (paysan...), mais aussi d'importantes unités territoriales, régionales, dans le nord, le centre et le sud de l'archipel.

La crise du PCP a donc donné naissance à plusieurs organisations révolutionnaires souvent issues d'une histoire régionale. Il y a eu depuis des tentatives de regroupement (certaines sont en cours), mais aujourd'hui encore, pour comprendre ce que sont les diverses composantes de la gauche radicale aux Philippines, il faut savoir d'où elles viennent : de quelle région, de quel secteur d'activité.

Le RPM-M vient de l'unité régionale chargée pour le parti de l'intervention dans le centre de Mindanao (d'où son nom, à l'époque : Central Mindanao Region ou CMR). Cette région a rompu en bloc, en 1993, avec la direction du PCP, emmenant avec elle l'ensemble des structures sous sa responsabilité : parti clandestin, forces de guérilla (qui a pris le nom d'Armée révolutionnaire du peuple, RPA), travail de masse, formations légales... Particularité essentielle, CMR avait la responsabilité

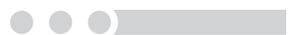


TABLEAU SIMPLIFIÉ DE LA GAUCHE POLITIQUE PHILIPPINE

La gauche philippine comprend un grand nombre d'organisations et de courants. En simplifiant, regroupons-les en trois « familles ».

LE PARTI COMMUNISTE. Bien qu'affaibli, il reste la principale organisation clandestine et la mieux armée. Il s'est engagé après les scissions de 1993 dans un cours hypersectaire. Il dirige la Nouvelle Armée du peuple (NPA), le Front national démocratique (NDF) et un important « bloc » de forces légales appelées « réaffirmistes » (RA), car elles ont « réaffirmé » la validité des orientations définies en 1968 et dans les principaux textes programmatiques du PCP. Les « réaffirmistes » ont des élus au Parlement.

LES « REJECTIONNISTES » (RJ). Ce sont les courants qui, au sein du PCP, ont « rejeté » la ligne de 1968 et demandé une réévaluation de l'orientation du parti. Elles ont scissionné en 1993 et combinent souvent parti clandestin et parti (ou front) électoral légal. Dans la région de la capitale, les scissions ont notamment donné naissance au Parti de la force des masses (PLM)

et au Parti des travailleurs (PM) ; dans les Visayas au Parti révolutionnaire des travailleurs-Philippines (RPM-P) ; dans la région Centre de Mindanao au Parti révolutionnaire des travailleurs-Mindanao (RPM-M). Le Parti marxiste-léniniste des Philippines (MLPP) provient d'une scission plus tardive dans le Centre Luzon. Il existe d'autres organisations plus petites que l'on ne peut pas mentionner ici.

LA GAUCHE MARXISTE ET SOCIALISTE « INDÉPENDANTE ». Divers courants marxistes n'ont jamais appartenu au Parti communiste. Ils se sont dans une large part regroupés en 1985-1986 pour donner naissance à l'organisation socialiste Bisig. Cette dernière joue aujourd'hui un rôle important dans le parti légal « d'action citoyenne » Akbayan où se trouvent aussi des composantes issues du PCP. Akbayan a des élus au Parlement.

Un cadre unitaire rassemble toutes les organisations en dehors du PCP et des « réaffirmistes » : Combat des masses (LnM), mais cette coalition manque actuellement de dynamisme. □

LIENS ASIATIQUES

Les liens se renforcent aujourd'hui entre partis radicaux en Asie – et le réseau de contacts asiatiques dont bénéficie le NPA, en France, s'élargit parallèlement.

IIRF-MANILA. L'expérience du tout jeune Institut international de recherche et de formation à Manille est à ce titre très intéressante. La maison mère avait ouvert ses portes en 1982 à Amsterdam, organisant des sessions de formation destinées à des militantEs venuEs de tous les continents. Elle vient de voir naître deux rejetons en Asie : à Manille (Philippines) d'abord puis, plus récemment encore, à Islamabad (Pakistan).

En août dernier, l'IIRF-Manille a tenu sa seconde session de formation. On loge, mange et se réunit dans les locaux un peu exigus de l'Institut, quitte à dégager tables et chaises, puis à placer des poufs par terre pour faire de la place aux 22 participantEs et intervenantEs (certains ne pouvant pas rester durant les trois semaines complètes d'échanges militants).

Même si quelques Européens étaient là (Néerlandais et Français), l'essentiel des présents venait de huit pays d'Asie soit, en plus des Philippines, le Japon, Hongkong, Taïwan, l'Indonésie, le Bangladesh, le Pakistan et Sri Lanka. Porté par des militantEs proches de la Quatrième Internationale, l'IIRF-Manille est ouvert à diverses composantes de la gauche asiatique. Des organisations d'origines variées s'y retrouvent, y compris quatre courants philippins invités à titre de participantEs ou d'intervenantEs.

L'IIRF-Manille contribue ainsi au développement de liens régionaux entre un nombre grandissant de partis. Une session de formation relativement longue assure une qualité d'échange que de courtes conférences ne permettent pas. Grâce à de telles activités, certaines organisations qui se connaissaient depuis longtemps commencent à collaborer plus étroitement que par le passé à un projet politique commun. Les sessions permettent aussi d'en inviter d'autres avec qui les rapports étaient restés ténus (ce fut ici le cas pour l'Indonésie) ou même d'en inviter venant de pays où il n'existait jusque tout récemment aucun contact (ce fut ici le cas pour le Bangladesh).

RÉSEAU PARTIDAIRE RÉGIONAL. Grâce à une impulsion donnée cette fois par le Parti socialiste de Malaisie (PSM) – la seule organisation significative

d'extrême gauche dans ce pays –, un nouveau réseau régional de partis radicaux voit progressivement le jour. Il bénéficie d'une expérience précédente, celle de la Conférence internationale de solidarité Asie-Pacifique (Apisc) organisée une décennie durant par le Parti socialiste démocratique (DSP) d'Australie. Ce dernier étant entré en crise et ayant finalement scissionné, la Conférence a perdu son dynamisme. Le nouveau réseau tente de ne pas trop dépendre de l'investissement d'une seule organisation nationale pour mieux garantir sa pérennité.

LE FORUM POPULAIRE ASIE-EUROPE (AEPF) s'est réuni à Bruxelles, début octobre. Dans la foulée, une dizaine de délégués asiatiques se sont rendus à Paris prendre le pouls des luttes en cours pour les droits sociaux, venant d'Indonésie, de Malaisie et des Philippines. Ils ont pu rencontrer des chercheurs, le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), le Centre Lebrét, Droit au logement (DAL), les Roms et des migrants asiatiques, Ritimo et des militantEs d'Attac, Emmaüs et Solidaires. Le NPA a aussi eu l'occasion de les rencontrer longuement. Les échanges ont été d'autant plus intéressants que le « climat social » français passionne dans bien des pays et que nous n'avions parfois encore jamais rencontré certaines de ces organisations (Indonésie), ou que nous n'avions encore jamais eu l'occasion de les recevoir en France (Malaisie, certains Philippines). Le NPA a aujourd'hui des contacts plus ou moins réguliers dans une douzaine de pays asiatiques, avec une organisation politique dans un pays donné, parfois avec plusieurs. □



du «lien» entre les «trois peuples» de Mindanao: la «nationalité majoritaire» aux Philippines (les «chrétiens» pour faire bref), les Moros (musulmans) et les Lumads (tribus montagnardes), ces dernières constituant toujours l'une des principales bases sociales du RPM-M, ce qui est assez original.

UNE NOUVELLE GÉNÉRATION MILITANTE

Troisième clé d'explication: le passage de relais entre générations militantes. Plus encore que dans bien d'autres pays, il constitue un défi aux Philippines. Les cadres «historiques» de la gauche révolutionnaire ont combattu sous la dictature Marcos, renversée en 1986, une situation que n'a jamais vécue le gros des militantes actuelles. Le congrès du RPM-M a montré que ce relais entre générations était bien engagé: la majorité des membres de la nouvelle direction nationale sont «jeunes» (au sens de «postdictature»).

Entre l'époque du PCP et aujourd'hui, le courant qui a constitué le RPM-M a connu une profonde évolution politique. Internationaliste et à la recherche d'une alternative au maoïsme, il a rejoint la Quatrième Internationale où il joue un rôle grandissant. De nouveaux secteurs d'activité ont été développés, comme le terrain électoral. La conception de la lutte armée s'est modifiée. La «question démocratique» est devenue une préoccupation centrale dans le fonctionnement du parti, les rapports aux mouvements sociaux ou la reconnaissance du droit à l'autodétermination des communautés tribales...

Cependant, le RPM-M ne peut échapper aux contraintes imposées par la situation à Mindanao. Les pourparlers de paix avec le gouvernement n'aboutissent pas. Il doit toujours se protéger de nombreuses menaces armées. Même si l'accent est mis sur l'activité de masse légale, il reste donc un parti clandestin doté d'une force de guérilla au rôle «défensif».

UNE SITUATION INCERTAINE À GAUCHE

Quatrième clé d'explication: la difficulté à constituer un parti à l'échelle de l'archipel entier. La plupart des organisations philippines sont principalement enracinées dans un nombre limité de provinces et de secteurs sociaux, en fonction de leurs origines, même si elles ont élargi leurs réseaux militants. Le RPM-M est conscient du problème et a impulsé un regroupement avec d'autres structures régionales issues du PCP. Mais cette fusion a douloureusement échoué. C'est au tour du Parti de la force des masses (PLM) de tenter l'aventure, dans la région de Manille.

La question de l'unité se pose et se posera avec d'autres formations de la gauche radicale, comme le Parti des travailleurs (PM), à Manille encore, ou le Parti marxiste-léniniste des Philippines (MLPP), originaire du Centre Luzon.

Akbayan –le Parti d'action citoyenne–, légal, est devenu l'une des principales composantes de la gauche philippine. L'influence de courants qui n'ont jamais été au Parti communiste, comme Bisig, y est prépondérante, même s'il comprend aussi d'anciens du PCP. Lors des récentes élections présidentielles, Akbayan a soutenu la candidature de «Noynoy» Aquino, qui l'a emporté. Certains de ses cadres se retrouvent aujourd'hui avec des responsabilités paragouvernementales, tout en sachant que le nouveau régime ne rompra pas avec les élites. Cette «cohabitation» devrait en principe se terminer assez rapidement, une fois l'expérience faite, au risque sinon d'ouvrir une crise au sein du parti, d'affaiblir la gauche militante dans son ensemble.

La gauche radicale des Philippines reste la plus importante en Asie du Sud-Est, mais elle a perdu l'initiative politique depuis une vingtaine d'années – le cours hypersectaire du PCP y est pour beaucoup. Aucune organisation ne peut seule répondre à cette situation et la question de l'unité reste posée avec acuité. □



DR

1. Ce reportage est publié dans le dernier numéro de la revue Inprecor. Il est aussi disponible sur le site europe-solidaire.org (article 18589). Voir aussi le message de solidarité au congrès (sur ESSF: article 18542).

La Psychiatrie entre «État Social» et «État Pénal»

Dans quelques semaines, le Parlement sera saisi d'un projet de loi relatif « aux droits et à la protection de personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et à leurs modalités de prise en charge ».

Ce texte marque l'aboutissement de l'orientation à la fois sécuritaire et gestionnaire engagée depuis 2005. Elle vise, en exploitant des faits divers dramatiques et les vieilles peurs de la « dangerosité » de la folie, à faire de la psychiatrie un outil de contrôle et de répression avant d'être un outil de soin.

Les articles qui suivent veulent à la fois présenter cette contre-réforme dans le cadre des politiques sécuritaires et en montrer les conséquences.

PSYCHIATRIE: RÉSISTER AU TOURNANT SÉCURITAIRE ET GESTIONNAIRE

PAR JEAN-CLAUDE LAUMONIER¹

Le projet de loi sur les soins en psychiatrie fait suite au discours de Nicolas Sarkozy, le 2 décembre 2008, qui redéfinissait dans un sens sécuritaire l'équilibre entre soins à des personnes en souffrance et protection de la société, en donnant une priorité absolue au second aspect.

Au cours des deux dernières années, des moyens considérables (70 millions d'euros) ont été accordés pour l'enfermement: caméras de surveillance, «sécurisation des établissements», création de «chambres d'isolement» et de quatre nouvelles «unités pour malades difficiles». Dans le même temps, le financement des activités de soins ne permet pas de maintenir les moyens existants (avant tout le personnel). De plus, avec la réforme «Hôpital 2007» suivie de la loi Bachelot «HPST»², la primauté accordée à la rentabilité gestionnaire détruit les pratiques soignantes. Une «fast-psychiatrie» rentable se met en place à base de protocoles, de traitements médicamenteux et de soins sans consentement.

ENTRE SOINS, ASSISTANCE ET ORDRE PUBLIC

Le débat sur la fonction de l'institution psychiatrique est aussi ancien que la psychiatrie elle-même et la loi du 30 juin 1838, fondatrice de l'asile d'aliénés,

devenu par la suite hôpital psychiatrique. L'essentiel du contenu de cette loi, tout juste «dépoussiérée» en 1990, perdure jusqu'à aujourd'hui. Cette loi créait en effet un lieu spécifique où étaient accueillis les «aliénés». Elle les arrachait à l'enfer des lieux d'enfermement de droit commun³ où étaient relégués dans des conditions inhumaines tous les exclus et «déviants» de la société. Elle assignait de plus à ce lieu médicalisé une fonction de soin et d'assistance. Mais l'asile s'est constitué simultanément comme lieu d'exclusion, visant à protéger la société de la dangerosité supposée de celui qu'on désignait comme fou. L'aliéné devenait un être à part, irresponsable, que l'on pouvait soumettre à des traitements contre sa volonté et priver de liberté préventivement et pour une durée indéterminée.

Ce n'est qu'après le nazisme, les camps, l'extermination des malades mentaux qu'est remis en cause ce statut de sous-citoyen et de fait de «sous-homme» qui était celui du «malade mental». C'est dans la résistance au nazisme que naît la conception d'une psychiatrie «désaliéniste» incarnée par la figure de Lucien Bonnafé. S'appuyant sur le postulat qu'«un fou est un homme» le désaliénisme fut à l'origine de la psychiatrie «de secteur», qui visait à déplacer le centre des soins en psychiatrie du lieu d'enfermement qu'était l'hôpital, à la cité. Mais dans la réalité, la politique de secteur s'est souvent limitée au développement d'activités de soins hors des murs

de l'hôpital, dans les quartiers et les villes (centres médico-psychologiques, hôpitaux de jour, visites à domicile). Un véritable travail dans la cité, en lien avec les acteurs sociaux, les professionnels de santé, les élus, tel que l'avaient pensé les fondateurs du «secteur», est resté l'apanage de quelques équipes engagées dans un professionnalisme militant.

En 1982, le ministre communiste de la Santé de l'époque, Jack Ralite, faisait un constat lucide: «Les réponses mises en œuvre jusqu'à présent reposent essentiellement sur un système psychiatrique dominé par une loi d'internement, la loi de 1838, et par un lieu spécifique de placement, l'hôpital psychiatrique.» Il annonçait la suppression de cette loi et son remplacement «par un texte de droit commun – non ségrégatif et discriminatoire – protégeant la liberté et affirmant la responsabilité des citoyens quels qu'ils soient». Il annonçait également le développement de la psychiatrie dans la cité. Mais faute de volonté politique, ce programme ambitieux resta lettre morte. La réforme de la loi de 1838 fut un timide toilettage qui n'en changea pas le fond. Quant au secteur psychiatrique, sa légalisation en 1986 ne l'empêcha pas d'être victime de la politique de restriction des dépenses de santé menée tant par la droite que par la gauche au pouvoir.

DE L'ÉTAT SOCIAL À L'ÉTAT PÉNAL

La mise en place des politiques libérales à la fin des années 1970 s'est traduite par la remise en cause de politiques publiques permettant l'accès à des droits sociaux, le démantèlement de la protection sociale, la privatisation des services publics. Elle s'accompagne de politiques répressives criminalisant et réprimant tous ceux que la loi sans pitié du marché et du profit laisse de côté. Leur stigmatisation devient un moyen de gouverner par des politiques populistes, cherchant à détourner le malaise et la colère sociale vers des boucs émissaires.

En psychiatrie, ce basculement de « l'État social » à « l'État pénal » a pour particularité de se produire au sein même de l'institution. Le « moins de social », c'est la disparition fautive de moyens de tout le dispositif de prévention et de soins mis en place dans le cadre de la politique de secteur. Le « plus de pénal », c'est la législation répressive et le renforcement de tous les moyens de surveillance, de contrainte et d'enfermement (au besoin à domicile).

Malgré l'atonie et la résignation qui pèse aujourd'hui fortement parmi les professionnels de la psychiatrie, il est indispensable de s'opposer au projet de loi sur l'hospitalisation psychiatrique. On ne pourra combattre cette politique qu'en lui opposant une alternative. Celle-ci suppose :

- l'abrogation de toute législation discriminatoire (y compris la loi actuelle de 1990) au profit d'une législation de droit commun. Cette dernière devrait notamment affirmer l'impossibilité d'une privation de liberté ou d'un traitement imposé, sans un débat contradictoire devant un juge, au cours duquel la personne peut être assistée ;
- l'aide au développement des associations de patients et à leur reconnaissance ;
- la construction avec les moyens nécessaires d'un véritable service de santé mentale dont le pivot serait l'équipe de soins présente sur le territoire, et non l'hôpital.

En s'appuyant sur l'acquis des différents appels publiés depuis deux ans¹, la mobilisation doit aujourd'hui s'organiser pour le

« C'est le rôle des soignants que d'être en quelque sorte inconditionnels du malade et de sa guérison. Mais je ne peux pas, moi, me mettre sur le même plan (...) Mon devoir, c'est de protéger la société et nos compatriotes. »

N. Sarkozy, discours d'Antony, 2 décembre 2008.

retrait du projet de loi sur l'hospitalisation psychiatrique. Des réunions publiques sur les enjeux de la réforme de l'hospitalisation sont déjà organisées dans plusieurs villes, regroupant associations, partis et syndicats signataires des appels. Elles permettent de préparer des actions à l'occasion du débat parlementaire, avec un objectif, le retrait du projet de loi.

Il est essentiel que la riposte ne se limite pas aux professionnels de la psychiatrie,

mais soit placée sur le terrain où elle doit l'être c'est-à-dire celui d'un choix de société qui concerne tous ses membres, en d'autres termes un choix politique. Il s'agit au fond de savoir quelle société nous voulons construire : une société où il n'y a pas d'hommes et de femmes « en trop », même si « vivre ensemble » n'est parfois ni évident ni facile. □

SOUS LE SIGNE DE L'HYPOCRISIE

PAR PATRICK BONNEAU ET ISABELLE DEVANNES¹

Le projet de réforme de la loi sur les hospitalisations sous contrainte représente une double imposture. Il prétend s'attacher « à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques », mais viole les droits des patients et leurs libertés individuelles. Il prétend améliorer l'accès aux soins, mais va continuer d'exclure du soin des milliers de malades.

Le projet de loi soumet la psychiatrie à un rôle de contrôle social et d'ordre public, au détriment d'une approche centrée sur

la santé du patient et la protection de ses droits fondamentaux. La vieille peur du « fou » et de son éventuelle dangerosité a



Photothèque rouge - Guy Laher

1. J.-C. Laumonier est infirmier de secteur psychiatrique (retraité), membre de la commission nationale santé-sécu-social du NPA.

2. Hôpital Patients Santé et Territoires.

3. Le « grand renfermement » des XVII^e et XVIII^e siècles décrit par Michel Foucault.

4. « Contre les politiques de la peur », « Contre la nuit sécuritaire », « Pas de zéro de conduite... », jusqu'à l'actuel « Mais c'est un homme... » : <http://www.maiscestunhomme.org/>

été ressortie pour justifier cette nouvelle réforme sécuritaire.

LIBERTÉS ET DROITS FOULÉS AUX PIEDS

Les actuelles hospitalisations d'office ou sur demande d'un tiers seraient remplacées par des «soins sans consentement» sur demande du préfet, d'un tiers et même en l'absence d'un tiers. L'entrée simplifiée (un seul certificat médical) dans ces fameux «soins» débiterait par une véritable garde à vue psychiatrique allant jusqu'à 72 heures, sans avocat, sans contrôle a priori d'un juge. La seule menace potentielle à l'ordre public évaluée à partir de la «notoriété publique» pourrait déclencher une telle procédure! La psychiatrie devant être un des garants d'une illusoire société du risque zéro, ces soins pourraient vite être banalisés, voire devenir une procédure systématique.

Au terme de cette garde à vue serait décidée la modalité de ces «soins sans consentement»: hospitalisation à temps plein, partiel ou à domicile pour une durée indéfinie avec un calendrier de visites médicales. Le directeur, dont le rôle de tiers actuel est de garantir le bon déroulement administratif de la procédure, «réintroduirait» cette espèce de soin en cas d'absence au rendez-vous.

Un traitement spécial serait réservé aux patients ayant fait l'objet d'une prescription pour une hospitalisation en unité pour malades difficiles et à ceux déclarés pénalement irresponsables. Tout changement dans leur modalité de soins nécessiterait l'avis d'un collège constitué de deux psychiatres et d'un cadre de santé nommé par le directeur. C'est la création d'un nouveau fichier psychiatrique! Ce fichage poursuivra les patients toute leur vie et la moindre incartade les rendra admissibles d'office aux «72 heures» de garde à vue et ses suites. Avec la loi HPST, ces soins pourraient être faits tant par le public que par le privé, interrogeant sur les garanties offertes par le secteur lucratif en matière de libertés individuelles.

ACCÈS AUX SOINS LIMITÉ

La continuité des soins, notion clé en psychiatrie, sera-t-elle réservée aux seuls patients placés sous ces soins sans consentement? L'évolution de la psychiatrie et de ses soins a permis de passer du tout-enfermement de l'asile, où les patients étaient certes

pris en charge mais tous sous contrainte, à seulement 10% d'hospitalisation sous contrainte. Les 40% de lits d'hospitalisation fermés ces vingt dernières années auraient pu permettre de tirer un trait sur l'asilaire. Mais le démantèlement organisé des services publics a interdit de créer suffisamment de lieux de soins ouverts, tels que les centres médico-psychologiques et les hôpitaux de jour pour accueillir les patients.

Pire, avec les restructurations actuelles, ces structures ferment. Difficile d'obtenir un rendez-vous en centre médico-psychologique, même pour les patients qui sortent d'hospitalisation, ce qui entraîne une discontinuité voire une rupture des soins. Des centaines, des milliers de personnes en souffrance psychique restent de ce fait livrées à elles-mêmes, une partie importante allant grossir les rangs des SDF, une autre se retrouvant en prison. Le projet de loi est sécuritaire, il ne remédie en rien à cette non-assistance à personne en danger. Il ne prévoit nullement d'augmenter les moyens globaux dévolus à la psychiatrie, seuls les malades troublant l'ordre public étant éventuellement «contraints» à ces prétendus «soins», au détriment d'un service public psychiatrique proposant des soins gratuits dans un esprit de prévention globale et généraliste.

QUALITÉ DES SOINS REMISE EN CAUSE

Revenons sur ces fameux «soins» sous contrainte: tous les professionnels savent

qu'il s'agit là de deux notions antinomiques. La contrainte peut être nécessaire, mais seulement dans certains cas et de façon très limitée dans le temps, et alors il ne s'agit plus à proprement parler de «soins» mais d'un traitement d'urgence.

Un véritable soin nécessite l'adhésion du patient pour être efficace et s'inscrire dans la durée. Il exige aussi une relation de confiance avec les soignants. Or, le projet de loi vise à transformer les soignants en délateurs et en «matons» auxiliaires: ils devront signaler tout patient récalcitrant au directeur de l'établissement... qui prévient le préfet... qui prévient la police... qui reconduira de force le patient à l'hôpital.

Les médecins devront détecter le «susceptible d'être dangereux». Hyper-responsables dans la prédiction de la dangerosité, ils seraient réduits à n'être plus que des petits contrôleurs de l'application de la peine. Car de quoi seront faits ces soins contraints en ambulatoire? Manifestement, ils se limiteront à une prise de traitements médicamenteux. Exit la relation thérapeutique. Les labos pharmaceutiques voteront pour le projet, cela ne fait pas l'ombre d'un doute... □

LA PSYCHIATRIE PUBLIQUE GRAVEMENT MENACÉE

PAR JEAN PIERRE MARTIN¹

La psychiatrie a créé, avec la politique «de secteur²», un service public généraliste unique qui permet l'accès aux soins gratuits en ambulatoire et à l'hôpital, dans une protection sociale solidaire. C'est d'abord cet acquis qui est aujourd'hui gravement mis en cause.

La politique de secteur a créé un dispositif territorialisé en amont et en aval de l'hospitalisation, qui permet d'accéder aux soins sans passer par une hospitalisation et d'être suivi dans la durée après une hospitalisation. Elle inscrit le soin psychiatrique comme un service public dans la communauté en lien avec les politiques sanitaires et sociales locales, dans une perspective de rupture avec l'internement.

Même si son application est loin d'être satisfaisante, dans le sens où le secteur s'est développé en restant centré sur l'hôpital là où il prônait son intégration dans les politiques de la ville, elle a permis de déplacer le travail thérapeutique et d'accès aux soins hors de l'hôpital et dans la continuité.

1. Patrick Bonneau est infirmier de secteur psychiatrique. Isabelle Devannes est psychologue clinicienne. Ils travaillent l'un et l'autre en psychiatrie publique.

Or cette politique est en voie de destruction. La loi HPST dite loi Bachelot et le rapport d'Édouard Couty (président de la commission ministérielle Missions et organisation de la santé mentale et de la psychiatrie), prolongeant les gouvernances Hôpital 2007, clivent la continuité des soins, donc sa finalité d'intérêt général, dans une gestion maîtrisée et de traçabilité au plus grand profit des laboratoires pharmaceutiques et du management industriel, et organisent sa mise en concurrence avec le privé. Dans le cadre d'une politique de santé mentale fondée sur l'ordre social et sécuritaire, le projet de loi sur la psychiatrie à venir envisage d'introduire le soin obligatoire à domicile et des lieux d'accueils hospitaliers de 72 heures fondés sur la rétention sous contrainte, mesures qui complètent les lois de rétention de sûreté et contre la récidive dans une idéologie de

de soins et d'insertion, souvent déjà exclus de la vie sociale, ils se trouvent à nouveau exclus du dispositif de soins et n'ont d'autre ressource que de recourir à l'action caritative, avec ses nouveaux lieux de relégation pour «nouvelles classes dangereuses». Il n'est dès lors pas étonnant qu'apparaissent de nombreuses «réactions thérapeutiques négatives» au traitement: le patient choisit plutôt de «rester malade que tomber guéri» (J.-B. Pontalis).

Le soin psychique se trouve réduit à un cadre d'«accompagnement», comme le définit par exemple le texte sur les services d'intégration, d'accueil et d'orientation (SIAO) sous la houlette des préfets mettant en place un nouveau fichage social (expertise des troubles individuels, gestion des traumatismes psychologiques: plans sociaux, ruptures de liens familiaux,

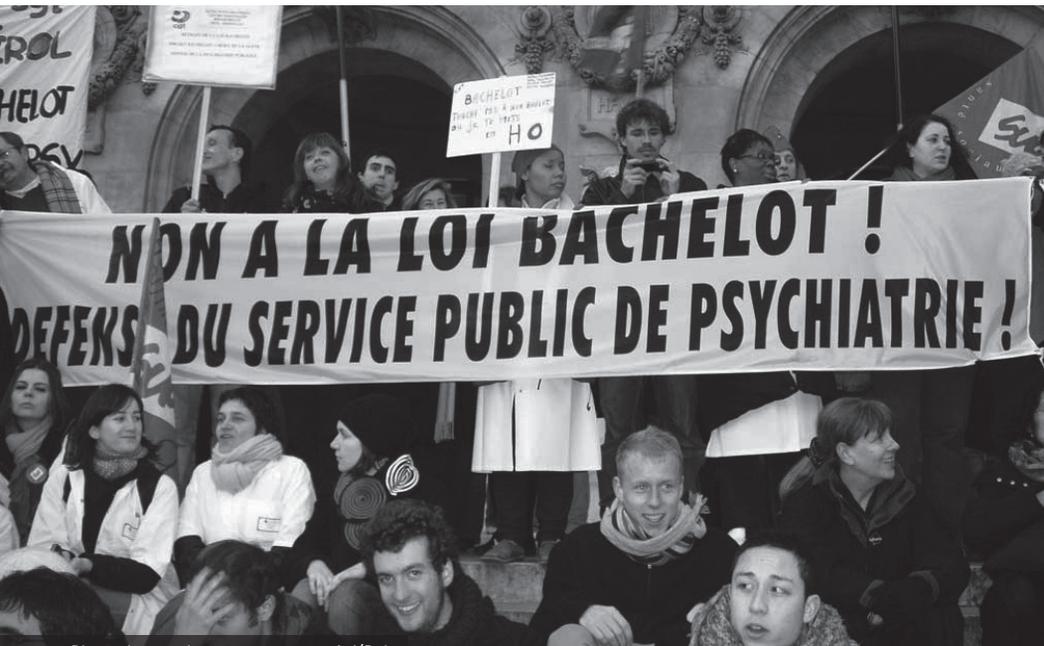
productivité soignante), devenue la véritable pensée unique de l'hôpital-entreprise.

QUEL SERVICE PUBLIC DE LA PSYCHIATRIE ?

Que peut-on attendre de la psychiatrie dans ce contexte? Quel service public promouvoir? Si de nombreux professionnels cèdent au nom du «réalisme», ou bien résistent de façon uniquement conservatoire, la défense du service public n'appelle pas moins de nouvelles réponses de résistance démocratique.

Entrer en résistance, c'est construire des contre-pouvoirs à partir des acquis les plus novateurs de la politique du «secteur». Il faut garantir un accès aux soins libre et gratuit 24 heures sur 24 dans des structures à proximité des lieux de vie quotidiens, en particulier pour les populations précaires qui se multiplient sous l'effet des politiques néolibérales. L'expérience des centres d'accueil montre que cela permet une écoute du patient et des ressources humaines qui l'entourent. La continuité, le temps à prendre, le rôle des tiers sont les conditions d'un prendre soin thérapeutique et de la recherche d'un consentement. L'utilisation de la contrainte ne devrait intervenir qu'après l'échec d'une négociation à engager des soins et elle ne peut être amalgamée à une quelconque dangerosité sociale. La psychiatrie doit rester un service public, en opposition avec les tentatives des gouvernements européens actuels d'en faire un marché privé fondé sur «un niveau de soins selon ses moyens».

Ces points sont autant d'éléments de transition qui participent d'une autre psychiatrie démocratique possible, laquelle ne pourra cependant se développer si des financements adéquats et finalisés ne sont pas au rendez-vous. □



Photothèque du mouvement social/Pola

criminalisation des comportements liés à la souffrance psychique.

Tous les patients sont victimes de cette politique. Les «bons patients» (c'est-à-dire les patients acceptant les soins et leurs contraintes) dépendant des «bonnes pratiques» de la psychiatrie (c'est-à-dire de pratiques normées sur l'efficacité immédiate) ne sont plus considérés comme des usagers mais comme des consommateurs, dont les dépenses restant à leur charge s'aggravent d'année en année (franchises, forfait hospitalier, limitation des affections longue durée³). Quant aux patients qui réagissent négativement aux programmes

catastrophes naturelles et industrielles, effets du terrorisme...). Les réponses médicalementes et psychologiques sont basées sur des critères de distribution (files actives, nombre de pôles d'activité, ratios de soignants, protocoles de soin et d'organisation du travail). Le soin psychique et l'indépendance professionnelle sont profondément instrumentalisés par la planification de la réduction des coûts (réduction des lits, durées moyennes de séjour pensées en termes comptables, travail d'équipe limité à l'addition d'une série de compétences ciblées, spécialisation par symptôme, rationalisation du temps de travail, référence aux théories fonctionnalistes du soin, augmentation de la

1. Jean-Pierre Martin est psychiatre de service public, membre des collectifs «Refus des politiques de la peur» et «Mais c'est un homme...»
 2. Ainsi appelée, car elle a créé des territoires d'environ 70000 habitants sur lesquels une équipe de soins unique travaille dans et hors de l'hôpital, dans des lieux de soins situés dans la ville ou le quartier, à domicile.
 3. Affections de longue durée: maladies longues dont les soins sont remboursés jusqu'à maintenant à 100% par la Sécurité sociale.

PAR STÉPHANIE TREILLET

Femmes et retraites

Assez rapidement, la mobilisation unitaire pour la défense des retraites a donné une grande visibilité à la question des inégalités femmes-hommes sur ce terrain, et aux mécanismes par lesquels la contre-réforme Sarkozy-Fillon-Woerth est porteuse de nouvelles aggravations. Grâce à l'action des différentes organisations féministes¹ et aux argumentaires qu'elles ont diffusés depuis le début dans les mobilisations de toutes sortes, cette dimension apparaît comme concentrant les principaux aspects de l'injustice de la réforme.

En premier lieu, Fillon comme Woerth ont déployé une surenchère d'inventivité pour répondre par une série de mensonges² aux arguments concernant les effets de la contre-réforme sur les femmes.

Le plus éhonté a consisté à nier, purement et simplement les inégalités en prétendant que les femmes avaient désormais en moyenne des carrières au moins aussi complètes que les hommes !

Ils ont ensuite dénié tout effet propre du système de retraite existant, comme des précédentes contre-réformes (Balladur en 1993, Fillon en 2003) et bien sûr du projet actuel, dans les inégalités de pensions subies par les femmes. Une grande partie de leur argumentaire a consisté à en renvoyer la seule responsabilité aux inégalités salariales subies par les femmes au cours de leur vie active.

LE REFLET AMPLIFIÉ DES INÉGALITÉS DANS LE TRAVAIL

Il s'agit là d'un argument plutôt étrange, dont l'utilisation par le gouvernement comme par le patronat peut s'avérer à double tranchant dans la bataille politique qu'ils mènent.

En effet, attirer l'attention sur les inégalités salariales entre les hommes et les femmes, c'est mettre en évidence de façon indéniable le fait qu'en France celles-ci ont cessé de se réduire, et que les salaires des femmes, en moyenne, stagnent depuis plusieurs années à 80% de ceux des hommes. Les femmes sont sur-représentées dans les emplois à faibles salaires. Les lois sur l'égalité professionnelle votées depuis une quinzaine d'années sous les différents gouvernements n'ont eu quasiment aucun effet, pour la bonne raison qu'elles ne s'accompagnent d'aucune

obligation de résultat et donc d'aucune sanction. Le dispositif évoqué aujourd'hui par le gouvernement ne déroge en rien à cette logique: il s'agirait d'imposer une pénalité financière, d'ailleurs très faible, aux entreprises qui ne présenteraient pas un plan d'égalité professionnelle. Donc toujours rien sur les résultats !

Et surtout, comment mieux mettre en évidence ce que la majorité de la population a fort bien compris: que la question des retraites est inséparable de l'ensemble de la condition salariale ?

De ce point de vue, en ce qui concerne la situation des femmes, les retraites ont un effet de loupe par rapport à l'ensemble des inégalités professionnelles. Les contre-réformes précédentes qui ont eu pour effet d'allonger la durée de cotisation de 37,5 annuités à 40 (en 1993 pour le secteur privé, en 2003 pour le secteur public) ont dégradé le niveau des pensions des femmes.

Le temps partiel a joué un rôle central de ce point de vue. Il faut rappeler que son développement en France à partir du début des années 1980 est dû aux exonérations ciblées de cotisations employeurs que les différents gouvernements ont mis en place: aujourd'hui, un tiers des femmes salariées le sont à temps partiel et les femmes représentent 80% des salariés à temps partiel. L'extension du temps partiel a ainsi accompagné celle de la flexibilité dans le travail. De plus, les emplois à temps partiel sont très souvent des emplois précaires, et presque toujours des emplois à faibles salaires. Le temps partiel est ainsi une des causes principales de la pauvreté laborieuse qui concerne majoritairement les femmes, et plus encore de la pauvreté des retraitées. Les femmes représentent ainsi les trois

quarts des bénéficiaires du minimum contributif et de l'Aspas (ex minimum vieillesse).

Plus globalement, et bien évidemment contrairement à ce qu'affirme le gouvernement, les femmes sont encore plus nombreuses que les hommes à ne pas atteindre le nombre de trimestres suffisants, à être en inactivité ou au chômage au moment de liquider leur droit à la retraite, et à devoir attendre 65 ans - 67 ans si la loi est appliquée-, pour toucher une pension sans décote.

Cette situation est la conséquence directe de la division sexuelle et sociale du travail. Outre le temps partiel, les femmes ont bien plus souvent que les hommes, et contrairement aux affirmations du gouvernement, des carrières incomplètes, des périodes d'interruption liées en particulier au fait que les soins aux enfants, et surtout la responsabilité de l'organisation de ceux-ci, leur incombent encore largement pour la plus grande part. Le passage, pour le calcul de la pension dans le secteur privé, des 10 meilleures années de référence aux 25 meilleures années lors de la contre-réforme Balladur en 1993, les pénalise également davantage car elles ont moins de «bonnes années» au cours de leur carrière.

Les femmes sont plus nombreuses à être touchées par ces différents mécanismes, cela montre aussi tout ce qui, aujourd'hui, menace tous les salariés, hommes ou

1. Collectif national pour les droits des femmes (CNDF), Femmes égalité, Osez le féminisme, Commission Genre et mondialisation d'Attac notamment. Les différentes organisations politiques et syndicales parties prenantes de la campagne unitaire ont également publié des argumentaires et des tracts sur le sujet.

Les arguments démontant tous ces mensonges sont exposés en détail dans deux tribunes parues dans la presse: «Retraites un projet non seulement injuste mais insultant pour les femmes» Christiane Marty, l'Humanité du 22 juin 2010; «Retraite des femmes: le mensonge comme seul argument», Le Monde, 17 septembre 2010, Martine Billard, Danièle Bousquet, Marie-George Buffet, Anny Poursinoff, Christiane Marty, Caroline Mecary.

2. Sur ce sujet cf. «Retraites: la piste oubliée de l'emploi des femmes», Christiane Marty, tribune publiée dans l'Humanité du 23 juin 2010, et le chapitre 9 du livre Retraites: l'heure de vérité, Attac-Fondation Copernic, Syllepse 2010.



© Phototheque Rouge/JMB

femmes, qui subissent des périodes de précarité et enchaînent les petits boulots à très bas salaires.

Aujourd'hui, les retraites des femmes en droits propres sont en moyenne inférieures de 48% à celles des hommes, et avec les dispositifs compensatoires (pension de réversion, dispositifs familiaux), elles le sont encore de 38%. L'affirmation de Woerth selon laquelle ces dispositifs seraient suffisants pour rétablir une situation d'égalité entre hommes et femmes dans les retraites est donc elle aussi mensongère. Certains ont d'ailleurs déjà été partiellement remis en cause en 2003 et en 2009, au nom de l'argument d'une égalité entre hommes et femmes... qui ressemble beaucoup à une égalisation par le bas!

Par ailleurs, le refus, dans la loi, de prendre en compte la pénibilité des métiers, collectivement, pour ne reconnaître, a posteriori et au cas par cas, qu'un pourcentage individuel d'incapacité, aboutit à rendre encore plus

difficile la reconnaissance de la pénibilité, déjà largement sous-estimée, des métiers majoritairement féminins.

POUR UNE VRAIE RETRAITE, POUR UN VRAI PLEIN-EMPLOI

Lutter contre ces injustices et ces inégalités, c'est d'abord bien sûr refuser la totalité de la loi Fillon-Woerth et exiger son abrogation. Aucun aménagement ne peut la rendre acceptable, et l'amendement, à connotation fortement patriarcale, consistant à maintenir la retraite à 65 ans sans décote pour les mères de trois enfants ayant arrêté de travailler, ne change évidemment pas sa logique. Vont de pair avec ce refus, l'exigence d'abrogation des conséquences des contre-réformes précédentes : un taux de remplacement de 75% des pensions par rapport au dernier salaire, le retour aux 37,5 annuités dans le privé comme dans le public, le retour aux dix meilleures années de référence pour le calcul des pensions dans le secteur

privé et aux six derniers mois dans le public, la défense des dispositifs familiaux de compensation des inégalités.

Au-delà, la lutte pour une véritable égalité professionnelle et un véritable plein-emploi des femmes passe par la lutte contre la précarité et le temps partiel, avec par exemple pour ce dernier, des cotisations employeurs calculées au taux des emplois à temps plein, et une vraie réduction du temps de travail, sans flexibilité, sans intensification du travail, sans perte de salaire, avec embauches correspondantes.

Un véritable plein-emploi des femmes fait partie des solutions alternatives pour un financement juste des retraites, tant il est vrai que la question de l'emploi et de la répartition capital/travail revenus est au cœur de cette bataille. □

EXTRÊMES DROITES :

LES CONNAÎTRE POUR MIEUX LES COMBATTRE

Il est souvent à déplorer que les extrêmes droites fascinent ou suscitent la curiosité plus qu'elles n'interrogent, et que leur critique soit limitée à un discours moraliste. Il est pourtant nécessaire de dépassionner notre regard sur elles, afin de comprendre les relations comme les contradictions qui peuvent exister entre leurs différentes familles. C'est le seul moyen d'éclairer la manière dont les concepts qu'elles ont développés peuvent être utilisés par la droite classique ou comment elles récupèrent certains aspects du discours de gauche en le détournant à leur profit.

L'arme principale des extrêmes droites est le brouillage du champ référentiel. C'est pour y voir plus clair que nous avons souhaité porter un éclairage particulier sur cette famille politique.

Le congrès du Front national à Tours, les 15 et 16 janvier 2011, sera à coup sûr un moment important de la vie politique française (et européenne). Les cartes de la galaxie d'extrême droite seront redistribuées. C'est pour mieux appréhender cette nouvelle donne que nous avons construit ce dossier.

Il n'est évidemment pas exhaustif (il nous aurait fallu un numéro spécial) : tandis que la guerre entre Marine Le Pen et Bruno Gollnisch fera l'objet d'un article détaillé dans TEAN hebdo dans les prochaines semaines, certaines familles auraient mérité plus de développement (la frange radicale et ses groupuscules, l'activisme dans les stades, les soi-disants antisionistes ou l'influence sur la droite, avec par exemple, la création du Collectif droite populaire au sein de l'UMP, etc.).

Pour ne pas en rester au constat et parce que l'extrême droite se combat sur le terrain, nous avons voulu revenir sur des mobilisations antifascistes, passées ou présentes, qui montrent qu'il est possible et nécessaire de passer à l'offensive. Les formes que doivent prendre celle-ci restent à débattre.

PAR LA COMMISSION NATIONALE ANTIFASCISTE DU NPA

Chauny (Picardie)/DR



Bordeaux/DR



Lyon



PAR ÉLIANE BERTHIER

CONSCIENCE DE CLASSE CONTRE INCONSCIENCE NATIONALE

La création par le gouvernement d'un ministère de l'Identité nationale et de l'immigration, suivie par le débat sur l'identité nationale, attisent les braises racistes et tentent de détourner l'attention des travailleurs contre les immigrés. Si la gauche progressiste a su réagir, il reste à créer un cadre unitaire pour lutter contre cette banalisation de la rhétorique de l'extrême droite.

Le 18 mai 2007, soit le jour même de la création du ministère de l'Identité nationale (par le tout récent président Nicolas Sarkozy), huit historiens et démographes démissionnent des instances de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration (CNHI). Rejoints bientôt par d'autres organisations scientifiques¹, ils jugent inadmissible l'association des termes immigration et identité nationale et condamnent fermement l'existence et les actions de ce ministère. En réponse aux stigmatisations et aux dérives démagogiques dont le «grand débat» n'est qu'une manifestation, ils appellent à déconstruire ces mythes nationaux qui entravent toute lecture d'une société et d'une histoire complexe, transnationale et souvent en contradiction avec l'idée selon laquelle la France serait la «patrie des droits de l'homme»: impérialisme colonial, esclavage, Vichy... Cette prise de position éthique doit alimenter notre réflexion pour mener au combat politique.

Car même sans chercher à mettre en œuvre un programme politique de transformation radicale de la société tendant vers une «révolution nationale», les effets d'annonce du gouvernement attisent dangereusement les braises d'un national-populisme en autorisant son discours au sommet de l'État. Ce ministère et le «grand débat» qu'il a lancé en novembre 2009 constituent, à bien y regarder, une réponse symbolique à la crise économique et sociale.

Sous couvert de recueil des angoisses face à la crise, le ministère de l'Identité nationale les détourne vers tout ce qui serait étranger à une «identité française»². Et c'est dans ce sens qu'il invite le bon peuple de France à s'interroger, à partir du Guide pour la conduite des «grands débats» sur l'identité nationale en ces termes: «Comment éviter l'arrivée sur notre territoire d'étrangers en situation irrégulière, aux conditions de vie précaires génératrices de désordres divers (travail clandestin, délinquance) et entretenant, dans une partie de la population, la suspicion vis-à-vis de

*l'ensemble des étrangers?»*³ Le ministre réussit ici l'exploit de concentrer en une seule phrase l'essentiel des clichés xénophobes. Charmant. Et d'ailleurs, onze des quinze «propositions» de questions portent sur le rapport aux étrangers. Pour le reste, c'est l'élan cocardier qui prend le relais: Marianne, *la Marseillaise* à l'école, «nos» vins, «nos» cathédrales. Il ne manque plus que «nos ancêtres les Gaulois» et «ma terre de France de Clovis et de Jeanne d'Arc» pour que ce «républicanisme national» renvoie à la rhétorique d'extrême droite. Le gouvernement ne fait preuve d'aucune innovation intellectuelle en la matière. Il s'agit plutôt du travail métropolitique de la Nouvelle Droite⁴ qui fait ici son œuvre dans le discours du gouvernement, en faisant émerger un concept qu'elle était alors la seule à revendiquer comme réponse essentielle aux crises: l'identité. Car, avant Sarkozy et son ministère, seule l'extrême droite cherchait à rendre «l'identité nationale» centrale dans le débat politique général.

Ce que la Nouvelle Droite considère comme principal danger pour les sociétés européennes est assez éclairant: l'uniformisation culturelle faite de métissage, produit de la mondialisation libérale, expliquerait la montée des identités politiques (au détriment de celles ethnico-culturelles) mais surtout ferait progresser le sentiment d'appartenance de classe⁵... Son combat politique consiste essentiellement à mettre au premier plan les notions d'identité nationale, de patrimoine, de tradition, de culture figée et cherchent par là à rendre caduque et inopérant le discours de classe, au profit d'un discours nationaliste clivant notamment les couches sociales les plus populaires.

Les forces progressistes (politiques, associatives et syndicales) n'ont eu de cesse de condamner les déclarations et initiatives de ce ministère, dangereuses en ce qu'elles banalisent les idées et revendications des extrêmes droites. La manifestation du 4 septembre 2010 fut un début, au moins du

point de vue de l'unité. Mais il n'existe pas encore de cadre unitaire concret et efficace contre les discours et actions racistes et liberticides⁶ du gouvernement qui aurait durablement dépassé le stade d'une contestation morale quand c'est sur le terrain politique qu'il nous faut essentiellement combattre.

À «l'intérêt national» qui relève de la pure fiction, il s'agit d'opposer notre intérêt de classe au-delà des appartenances culturelles, «ethniques» ou religieuses. Il nous faut traduire politiquement cet intérêt concret de tous les travailleurs français et immigrés, avec ou sans papier, dans notre combat quotidien et unitaire pour l'égalité des droits sociaux, politiques, juridiques, à la liberté de circulation et d'installation sur le territoire à l'échelle européenne comme nationale. □

1. Le réseau Terra (travaux, études, recherches sur les réfugiés et l'asile), l'Association française des anthropologues, etc.

2. La réponse de Brice Hortefeux (tribune du Figaro, 1^{er} juin 2007) à cette protestation ne manqua pas de flatter l'extrême droite en usant de l'expression «identité française» popularisée par l'Agrif de Bernard Antony.

3. Extrait: «1.7. Pourquoi intégrer les ressortissants étrangers accueillis dans notre République, puis dans notre communauté nationale?», Annexe à la circulaire du 2 novembre 2009 aux préfets par Éric Besson.

4. Pour la Nouvelle Droite, la Métapolitique est une stratégie d'intervention dans les champs idéologiques et culturels, préalable à une prise effective du pouvoir politique. La théorisation de ce «gramscisme de droite» a surtout été l'objet du Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne (Grece), avec les travaux d'Alain de Benoist, Jacques Marlaud ou Pierre Le Vigan.

5. Alain de Benoist, «Nous et les autres, problématique de l'identité», Krisis, 2006.

6. Projets et propositions de loi «Besson» et «Hortefeux»: expulsion de Roms pour «raison ethnique», généralisation des peines planchers, déchéances de nationalités marquant une dichotomie entre «français de souches» et «français de papiers», remise en cause du droit à la santé pour les migrants, atteinte au droit d'asile...

SUCCESSION LE PEN : ENJEUX ET PERSPECTIVES

ENTRETIEN AVEC RENÉ MONZAT

PROPOS RECUEILLIS PAR ÉLIANE BERTHIER

Observateur des extrêmes droites depuis plus de 20 ans, René Monzat rappelait en 2004 que ce courant, loin d'être une passade de la vie politique française était au contraire une tendance lourde, enracinée, présente au niveau européen, appelée à durer et à progresser si une vraie alternative de gauche ne voyait pas le jour. Alors que la principale force d'extrême droite française s'apprête à changer de leader, nous avons interrogé René Monzat sur les enjeux et les conséquences de ce congrès historique. Loin de faire l'unanimité sur l'ensemble des points abordés, cette enrichissante interview s'inscrit pleinement dans les débats de la gauche.

Selon toi, quels sont les enjeux du congrès du FN? Qu'est-ce que le FN aujourd'hui? Quelles leçons pouvons-nous tirer de l'incroyable longévité de la formation d'extrême droite, malgré ses crises successives provoquant le départ de nombreux cadres?

L'enjeu unique est la possibilité d'un rebond et le risque d'une scission/disparition. Autrement dit, le FN peut-il survivre politiquement à (Jean-Marie) Le Pen? Certes, et malgré les apparences, le FN ne s'est jamais réduit à un fan-club de Jean-Marie Le Pen. Mais celui-ci est resté durant trois décennies la pièce maîtresse de la visibilité politique nationale du FN.

Aujourd'hui le FN reste l'ombre de ce qu'il fut jusqu'en 1999, car il ne s'est pas remis de l'expulsion des partisans de Bruno Mégret, entraînant le départ de la majorité des cadres du parti. Son récent regain d'adhésions ne lui a pas permis de regagner un nombre d'adhérents à la hauteur de ses scores électoraux, la diminution du nombre de ses élus pèse sur ses moyens financiers, il n'a plus de système de presse cohérent depuis l'arrêt de *National Hebdo*, il a renoncé à ses ambitions de renouvellement intellectuel (fortes dans la décennie 1990), et surtout les militants du Front ne sont nulle part des représentants (associatifs ou syndicaux) de milieux ou de couches sociales plus larges que lui-même. Le

Front national ne pèse directement sur aucun débat, aucun enjeu. Il soutient mollement l'opposition à la réforme des retraites, alors qu'une fraction de sa base est partisane d'une radicalisation du mouvement, tandis qu'une autre rôle contre les manifestations et les grèves¹.

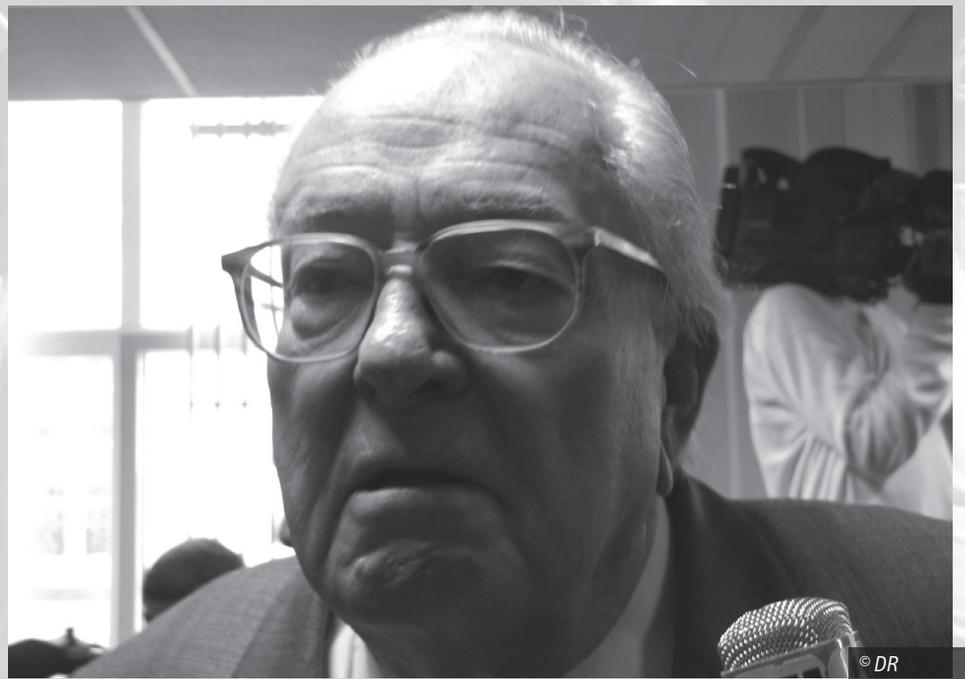
Le FN a su durer car il a constitué l'expression politique et militante de deux courants en large intersection: d'une part une extrême droite xénophobe et sécuritaire et d'autre part une droite révolutionnaire, deux courants politiques durables et qui continueront d'ailleurs à exister même en cas de disparition du FN.

Marine Le Pen et Bruno Gollnisch prétendant à la succession, comment peut-on interpréter leur positionnement programmatique, stratégique et

nement politique et idéologique des sensibilités, les stratégies personnelles des cadres, les recompositions d'appareil, les alliances intra courant (internes/externes) vont être complètement redistribuées en fonction du résultat.

Comment comprendre le pacte de non-agression conclu entre Marine Le Pen et le Bloc identitaire, alors que ces derniers prétendent se présenter à la présidentielle de 2012? Par ailleurs, comment décrypter les rapports de la Ligue de défense juive (LDJ) avec Marine Le Pen?

Personne ne croit que les Identitaires puissent présenter un candidat «sérieux» en 2012. Ceux-ci sont fortement influencés par la culture politique de la Nouvelle Droite (Grece), tout comme le sont d'autres réseaux qui apparaissent actuellement pro-Gollnisch.



leurs divergences idéologiques? Quels sont les courants internes qui les soutiennent et/ou les entourent?

Il n'existe aucune différence réelle, l'enjeu unique, à ce stade, se limite à la succession; «qui» de Marine ou Bruno? Le position-

¹ Selon l'enquête Ipsos/Europe 1, les Français et les grévistes reconductibles du 12 octobre 2010, 48% des sympathisants FN souhaitent que les grèves s'arrêtent très vite, mais 42% souhaitent qu'elles durent plus longtemps, proportion supérieure à celle des l'ensemble des sympathisants de gauche (40%)!

La Ligue de défense juive est un groupuscule d'extrême droite sioniste qui obéit à une logique d'alliance tout azimut contre l'ennemi arabo-islamiste. L'axe d'alliance comporterait les droites et extrêmes droites européenne contre leurs immigrés, l'État d'Israël contre les Palestiniens, la Russie occupée à «buter les Tchetchènes».



© ggas

Les crises successives du FN ont débouché sur la création de nombreux groupuscules concurrents Mouvement national républicain (MNR), Nouvelle Droite populaire (NDP), Parti de la France (PDF). Selon toi, quel est l'avenir de la tentative de convergence que constitue le «comité de résistance nationale»? N'est-ce qu'une nouvelle version de la lutte entre PNF et FN dans les années 1970? L'émergence de la mouvance nationaliste-autonome, que S. Ayoub cherche à coordonner, en constitue-t-elle «le bras armé»?

À son apogée des années 1990, le FN avait tué, neutralisé, ou satellisé la plupart des autres groupes ou groupuscules d'extrême droite. Aucun projet concurrent ne s'est développé depuis les années 1970, pas même le MNR de Bruno Mégret qui à sa création en 1999 emportait (sur le papier) la majorité des cadres et la moitié des militants du FN.

L'agitation groupusculaire, les mini-convergences reflètent les efforts des anciens cadres issus du FN pour redéfinir des thématiques et regagner dans leur famille politique une sorte d'hégémonie intellectuelle. MNR, NDP et PDF représentent autant des générations de départ que des orientations distinctes, sachant que les divergences de culture politique entre eux sont plus faibles aujourd'hui que quand ils étaient réunis dans le FN des années 1990.

Comment comprendre la porosité de plus en plus grande de la droite classique aux idées des extrêmes droites et particulièrement, en France, son aile sarkozyste? Du débat sur l'identité nationale au principe de préférence nationale comme axiome du programme du FN, existe-t-il des passerelles idéologiques durables en cours de solidification? Selon toi, quel est le rôle des organisations comme Riposte laïque dans ce contexte?

La porosité n'est pas au départ une question d'affinité, mais résulte de ce que les gouvernements et partis de droite sont prioritairement animés par le souci de se faire réélire et gèrent dans cet objectif les questions à mettre au centre du débat public. Pour forcer le trait, les politiques économiques et sociales

de droite nuisent aux couches populaires, à la majorité de l'électorat, il faut donc trouver un soutien au gouvernement sur d'autres sujets. Donc on met le paquet sur la question de l'insécurité, on monte une campagne pour réactiver les représentations ancestrales sur les gitans-manouches-chapardeurs alors même que n'existe pas la moindre «demande» sociale en ce sens et que même l'extrême droite n'utilise pas ce thème.

Les droites, sans majorité suffisante, se retrouvent ensuite en alliance de fait avec le parti local d'extrême droite qui dicte ses conditions sur ses thèmes prioritaires en échange d'un soutien sur les autres questions. Ce stade ultime de porosité concerne le Danemark, la Suède, la Hollande.

Après des années de pratique, un couronnement législatif, une utilisation renouvelée des thématiques à chaque élection (elles resservent à chaque fois parce que les raisons qui ont prévalu pour leur première utilisation perdurent), cela modifie la réalité, renforce les ghettos et discriminations et donne inévitablement lieu à des théorisations. Une pratique d'État raciste et une rhétorique xénophobe renforcent et légitiment comportements et représentations racistes. Il n'y a pas besoin de passerelles, même si celles-ci se multiplient inévitablement en conséquence de ces évolutions de fond.

Dans *Voleurs d'avenir*, tu conclus que l'espoir d'inverser cette tendance de progression ascendante des extrêmes droites (le plus souvent nationales-libérales s'inscrivant dans «le choc des civilisations») se pense à une dimension européenne. Quelles seraient, selon toi, les voies de cette inversion de tendance?

En 2004 j'avais publié un diagnostic pessimiste, pointant la persistance des raisons qui à moyen terme alimentaient les extrêmes droites européennes. Le FN français a sur ces entrefaites connu ses plus faibles résultats depuis 30 ans. Nous avons décidé de dissoudre Ras l'Front qui avait été un instrument efficace pour contenir la croissance du FN, et qui était pertinent face aux thématiques du FN et à son mode d'activités politique et militante dans la période. Nous partageons l'idée qu'une nouvelle période de lutte contre l'extrême droite pouvait survenir, mais que les thématiques et les moyens d'action seraient alors différents de ce que nous avons connu. Il faut comprendre la situation à long terme et à l'échelle européenne si l'on veut agir efficacement dans la situation nouvelle.

D'abord voir à quel point le contexte a changé. La rhétorique sur «les immigrés prennent nos emplois» est abandonnée même par l'extrême

droite, la rengaine sur la «submersion démographique» n'a plus de sens alors que le Maghreb et la Turquie achèvent leur transition démographique rejoignant les taux de natalité européens.

Ensuite comprendre que dans la prochaine décennie, les extrêmes droites européennes tenteront de se fédérer en particulier autour d'une reformulation culturaliste (islamo-phobe) de l'opposition à l'immigration, en conjugaison avec un refus de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Et ce pour deux raisons objectives: au-delà de l'extrême diversité des histoires et situations des immigrations et des différences de cultures politiques et institutionnelles des différents États européens vis-à-vis de leurs populations immigrées, dans les principaux pays européens les populations symboles de l'immigration viennent de pays musulmans (Maghreb en France et en Belgique), Turquie en Allemagne, Pakistan au Royaume-Uni.

L'autre raison est que le projet d'adhésion de la Turquie est mal géré par les instances européennes, comme si cette perspective n'était qu'un des innombrables projets bureaucratiques menés en catimini.

Les conséquences sur la riposte sont lourdes: car quand nous manifestons dans le cadre de Ras l'Front, réseau en intersection organique avec le mouvement ouvrier syndical et les organisations politiques de gauche et d'extrême gauche, nous le faisons aussi sur le socle des valeurs démocratiques issues de la Révolution française et de la Résistance partagées et formellement revendiquées par tout l'éventail politique hors FN.

La constitution d'un cadre d'alliance pour riposter à l'extrême droite sera difficile. Aujourd'hui la gauche est divisée devant les questions posées par la visibilité religieuse des citoyens européens musulmans, l'acceptation d'éléments de mode de vie (dont le voile) et sur les rapports à entretenir avec les associations religieuses/communautaires musulmanes.

Les attitudes vis-à-vis de l'adhésion de la Turquie à l'UE ne sont pas unanimes à gauche ni dans le reste du champ politique (hors ED).

Quelles seront selon toi les problèmes auxquels la gauche sera confrontée dans un avenir proche concernant la définition des nouvelles tendances des extrêmes droites européennes?

Nous serons confrontés à plusieurs problèmes complexes. Le discours que nous entendrons ne sera pas forcément une caricature de droite extrême plus libérale, plus conservatrice, plus inégalitaire. Penser sur un axe unidimensionnel droite/gauche n'aurait pas grand sens, face à une droite révolutionnaire qui

retrouverait ses bases dans des couches populaires. C'était la tonalité du dernier discours de Le Pen le 1^{er} mai: un discours alliant défense des valeurs populaires ouvrières face aux capitalisme, mondialisme, libéralisme, ultra. Et par un FN prétendant reprendre le flambeau contestataire d'une gauche amollie. Les syndicats sont aujourd'hui plus outillés que les partis pour y répondre. La question d'une islamophobie instrumentalisant des thèmes progressistes: je pense ainsi à la question du statut des femmes en islam. La gauche a intellectuellement et politiquement imposé sur cette question. Or de même que le centre de gravité économique passe en Asie, le centre de gravité du mouvement féministe de ce siècle risque de se déplacer vers la zone arabo-musulmane où le contraste est explosif entre la situation d'oppression que des centaines de millions de femmes subissent au nom de l'islam et le développement économique, social et éducationnel de ces pays. Ce mouvement des femmes ne se fera pas contre la religion, mais en large partie au nom des potentialités libératrices du message de Mahomet. Une bonne partie du mouvement féministe français a adopté des positions qui lui font ignorer cette réalité aujourd'hui émergente. La caricature de cette attitude pousse des

courants comme Riposte laïque, obnubilés par l'islamisme, à organiser des initiatives communes avec l'extrême droite.

L'adhésion de la Turquie, c'est construire une Europe politique et sociale avec une puissance musulmane de près de 80 millions d'habitants. Cela aurait beaucoup de conséquences pour l'Europe, cela affaiblirait dans le monde entier la thématique de la guerre de civilisation, cela aurait de grandes conséquences pour la République laïque et la société de Turquie, cela faciliterait l'évolution de l'islam européen. Mais il est impossible de faire d'une attitude ou position politique concernant cette adhésion un pré-requis de la lutte contre la nouvelle extrême droite.



Personne ne peut aujourd'hui proposer de réponses à la fois pertinentes, cohérentes et capables de rassembler. Pour sortir des apories intellectuelles et des impasses politiques nous devons d'emblée raisonner à l'échelle européenne et internationale.

Le mouvement ouvrier et la gauche ont des responsabilités particulières pour opposer à la mondialisation libérale comme au repli nationaliste, une altermondialisation politique et sociale.

La généralisation de la reconnaissance des droits indépendamment des appartenances, jusqu'à la reconnaissance du principe de droits politiques inhérents à la personne, est la riposte la plus radicale aux politiques et pratiques administratives xénophobes du racisme d'État.

Lutter contre les assignations communautaires et la communautarisation des espaces nationaux implique à mon sens de reconnaître que le droit de s'habiller comme on l'entend a la même valeur à Paris, Londres, Ryad ou Téhéran. Faute de quoi une partie de la gauche jouera le rôle de caution «laïque» d'un communautarisme euro-chrétien.

Rien n'est joué, ni gagné ni perdu, mais de là dépendra en bonne partie de ce que nous serons capables de faire dans les quelques années qui viennent! □

FRONT NATIONAL DE LA JEUNESSE

PAR ANTOINE SINDELAR

NORMALISATION ET POSTURE CONTESTATAIRE

Pendant que les grands se battent entre marinistes et gollnischiens pour la succession, que font les jeunes du FN ? La même chose. Parce que sur le fond, rien ne change.

L'arrivée de David Rachline au poste de coordinateur national du FNJ en 2009 sonne comme la prise en main de l'organisation de jeunesse par l'appareil mariniste pour le congrès de 2011. Pour contrer la chienlit qui menace le parti avec l'arrivée de Fifille, les fans de Gogol ont fondé les JPG: mais non, pas des fans de Jean-Paul Gaultier, «les Jeunes pour Gollnisch». Fidèle de Marine Le Pen, décrit comme arriviste et incompétent par ses opposants,

Rachline est accusé d'organiser la purge des éléments pro-Gollnisch des instances dirigeantes et, dans la stratégie de respectabilité de Marine Le Pen, d'édulcorer le discours du FNJ traditionnellement plus radical que ses aînés. Autre reproche, l'université d'été dont les JPG dénoncent la vacuité idéologique (qui s'en plaindra?) et le despotisme des marinistes. En plus, il n'y avait même pas de messe organisée! (sic) Et comme par hasard, cette université avait lieu dans le Pas-de-Calais, fief de Marine Le Pen, sans que Gollnisch soit invité.

Pour compenser son inanité militante et son manque de relais dans la jeunesse, le FNJ multiplie les communiqués comme sur les retraites par exemple.

Alors que Le Pen déclarait, en 2003, qu'il fallait voter la réforme Fillon et que le

recul de la retraite de 60 à 70 ans était «une absolue nécessité», le FNJ 2010 dénonce le projet Woerth!

Le très prolétaire Paul-Alexandre Martin apporte le soutien du FNJ au «mouvement social et aux travailleurs... français» pour ensuite dénoncer les syndicats et ces lycéens grévistes «en quête de jouissance et d'oisiveté». Le nordiste Gianni Meli utilise même des gros mots comme capital et travail pour finir par dénoncer l'immigration et préconiser «une politique d'encouragement de la famille». Le problème de financement des retraites, c'est la faute de Simone Veil! Préférence nationale, anti-IVG, chienlit... Les jeunes marinistes veulent faire croire qu'ils sont différents; non, ce sont toujours des vieilles ganaches d'extrême droite. □

LES IDENTITAIRES: DES FACHOS 2.0

PAR ALEXANDRE TIMBAUD

Principale mouvance issue d'Unité radicale, les identitaires se développent autour d'une stratégie multimédia rodée, d'une solidarité ethnique et d'implantations « alternatives ». La violence fait partie de leur stratégie pour attirer la frange radicale de la jeunesse nationaliste.

Devenu parti politique lors de sa convention en octobre 2009, qui avait réuni plus de 600 de ses militants, à Orange (Vaucluse), le Bloc identitaire (BI) poursuit sa quête de respectabilité et est désormais bien installé à l'extrême droite de l'échiquier politique. Issus d'Unité radicale (organisation elle-même issue notamment du GUD, elle sera dissoute après l'attentat manqué contre Jacques Chirac en 2002 par un de ses membres, Maxime Brunerie), les Identitaires se sont construits tout au long des années 2000 autour de deux stratégies essentielles. Tout d'abord celle des coups médiatiques, comme les fameuses « soupes au cochon » qui sont un temps interdites par les pouvoirs publics. Ensuite sur un « gramscisme de droite » hérité de la Nouvelle Droite qui se traduit par la constitution de différentes associations (Novopress, Solidarités des Français pour la soupe au cochon, Comité d'entraide aux prisonniers européens pour le soutien aux militants inculpés, Solidarité Kosovo...), et l'intervention sur des terrains qui ne sont pas traditionnellement considérés comme directement politiques (et en premier lieu, les stades : les identitaires participent à l'animation de Kops à Nice, Lyon, dans la tribune Boulogne du PSG...). C'est dans cette optique qu'ont été ouvertes, sur le modèle des centres sociaux italiens, des « maisons identitaires » (la Maïoun à Nice en 2004, qui a laissé la place en juin à Lou Bastioun, Ty-Breizh en Bretagne¹) qui s'inscrivent dans une volonté d'implantation locale et de construction d'un tissu social « alternatif », avec comme référence la Casapound de Rome. Les Identitaires s'inspirent surtout de la Ligue du Nord italienne, avec laquelle ils entretiennent des liens étroits.

UNE CONSTELLATION D'ORGANISATIONS

La défense des identités régionales, de l'enracinement est prépondérante dans leur discours : la théorie des « cercles con-

centriques » (identité régionale, nationale, européenne) se traduit par la constitution d'une constellation d'organisations locales (Jeune Bretagne, Projet Apache, Nissa Rebela, Rebeyne, Alsace D'abord...), sortes de « branches » des Jeunesses identitaires, placées sous l'égide du BI, et qui mènent actuellement la campagne « Une autre jeunesse » avec manifestation nationale d'envergure (150 manifestants) à Paris, le



23 octobre dernier. Cette « défense des identités » (avec la dénonciation d'un « racisme antiblancs ») se traduit par un discours différentialiste qui vise les communautés issues de l'immigration extra-européenne, et en particulier les musulmans². L'épisode de l'apéro saucisson/pinard organisé le 18 juin à Paris³ (fruit d'une association avec Riposte laïque qui n'a pas été reconduite pour l'apéro républicain du 4 septembre) est un bon exemple de la traduction en actes de ce discours et de l'habileté communicationnelle de cette mouvance. Ce discours combiné à des tentatives de récupération de

questions comme l'écologie (en Bretagne au moment de la « crise » des algues vertes), le sécuritaire, les références à des figures comme Proudhon et Péguy, l'abandon « officiel » de l'antisémitisme et même de toute référence à la question du sionisme, la maîtrise d'internet et des modes d'action qui garantissent une bonne visibilité, et enfin le recours parfois assumé à la violence (organisation de tournoi de combat, mais aussi ponctuellement de petites « milices ») : tout cela explique l'attrait d'une frange de la jeunesse pour la mouvance identitaire.

Si le passage au terrain électoral s'est révélé peu fructueux lors des législatives de 2007 et des municipales de 2008, les listes présentées et/ou soutenues par les Identitaires ont obtenu lors des régionales de 2010 des scores non négligeables (Alsace d'abord a frôlé les 5%), et ont confirmé l'implantation et le développement d'un courant d'extrême droite alternatif au FN. Si le futur congrès de ce dernier (janvier 2011) voyait la victoire de Marine Le Pen, leurs relations jusqu'à il y a peu très conflictuelles avec le FN (affrontements physiques lors de la campagne municipale à Nice en 2008) pourraient, d'un commun accord, se réchauffer un peu, même si certains désaccords de fond persistent (assimilation, rapport nation-régions-europe...). L'avenir dira si l'annonce récente d'une candidature à la présidentielle de 2012 par le Bloc Identitaire peut être interprétée non pas comme une volonté de renforcer un pôle concurrent du FN, mais comme une tactique permettant de mieux monnayer leur ralliement. □

1. Associés à la Vlaams Huis lilloise lors de sa fondation par le biais de Terre Celtique, les identitaires en ont depuis été exclus.

2. Voir par exemple la campagne « Ni voilée ni violée : touche pas à ma sœur ! », pour laquelle Philippe Vardon, président de Nissa Rebela (devenue Jouinessa Rebela) et dirigeant du BI, sera condamné.

3. Voir les articles parus sur le blog d'Abel Mestre et Caroline Monnot : <<http://droites-extremes.blog.lemonde.fr>> et sur le site de REFLEXes : <<http://reflexes.samizdat.net/spip.php?article463>>

EUROPE

DES GOUVERNANTS SOUS PRESSION DES EXTRÊMES DROITES ISLAMOPHOBES

PAR DENIS BOULÈGUE, GABRIEL GÉRARD, ALEXANDRE TIMBAUD

Dans un contexte européen de progression générale des racismes¹, la stigmatisation des musulmans, qui s'accommode parfaitement du « choc des civilisations » des élites néo-conservatrices, s'impose comme la forme la plus répandue de racisme au sein des extrêmes droites continentales.

Depuis 2009, chaque élection en Europe souligne que les droites populistes et les extrêmes droites progressent. La majorité de ces organisations, inspirée par certains intellectuels issus de la Nouvelle Droite (Guillaume Faye, Pierre Vial, Robert Steuckers...), s'appuie sur les « communautarismes » pour mieux les dénoncer et ainsi créer les conditions favorables à leur projet de développement séparé des populations à l'échelle planétaire.

Pour cela, ils focalisent leur discours sur la peur de l'islam, défini comme une idéologie conquérante, une culture ennemie, pour mieux cristalliser un « communautarisme blanc » autour de la culture « chrétienne » ou « indo-européenne », selon les courants.

Les partis populistes, autoritaires et xénophobes (le plus souvent nationaux-libéraux, régionalistes et identitaires) préconisent la (re)construction d'une identité ethnicisée. Ils parlent d'échec de « l'intégration », dénoncent la société multiculturelle et exploitent le thème de l'immigration.

L'influence grandissante de ces droites nationales et radicales oblige les partis majoritaires à faire des choix : soit les intégrer dans des gouvernements de coalition (avec le risque de les légitimer un peu plus), soit les exclure de l'exercice du pouvoir tout en reprenant leur discours² pour se faire réélire.

LA POSITION DE L'EXTRÊME DROITE EN EUROPE

En Scandinavie, le Danskfolkeparti a été capable de faire tomber le gouvernement danois et d'imposer une législation restrictive sur l'immigration et le droit d'asile. Le Parti du Progrès (FrP) est la deuxième force politique en Norvège. Les Démocrates de Suède font leur entrée au Parlement.

Dans de nombreux pays d'Europe occidentale, à l'exception notable de l'Italie, les

organisations d'extrême droite sont exclues de l'exercice du pouvoir. Néanmoins, que ce soit aux Pays-Bas, avec le Parti de la liberté de Geert Wilders (il assimile le Coran à « Mein Kampf »), en Belgique avec le Vlaams-Belang ou en Italie avec la Ligue du Nord, ce discours raciste sur « l'islamisation » de la société s'impose.

En Allemagne, l'extrême droite organise, depuis deux ans, de nombreuses initiatives sur la thématique anti-islam. Le mouvement allemand Pro Köln (composante du réseau des Villes contre l'islamisation) se veut le fer de lance de la protestation contre le projet de construction d'une mosquée à Cologne. Fin mars 2010, la manifestation de Duisburg (dans la Rhur) a été suivie d'un « congrès européen contre l'islamisation » à Gelsenkirchen.

En Suisse, la votation du 29 novembre 2009 (initié par l'UDC et inspiré de la réglementation « anti-minarets » de deux Länder autrichiens) a interdit la construction de nouveaux lieux de culte musulmans.

En Angleterre, l'EDL (English Defence League, fondée en 2009 et liée au mouvement hooligan) organise plusieurs manifestations contre « l'islam radical » (le British National Party se dit étranger à ces initiatives, mais cherche, en réalité, à contrôler le mouvement).

En France, la politique du gouvernement Sarkozy-Besson-Hortefeux laisse peu d'espace à sa droite après l'adoption des lois anti-voile et anti-burqa. Néanmoins, la marge du FN (NDP, PDF, MNR) présente deux listes « anti-minarets » en Lorraine et en Franche-Comté aux élections régionales de mars 2010. Au même moment, le FN mène prioritairement campagne sur les questions économiques et sociales (l'immigration étant la cause des difficultés), mais aussi sur



l'identité nationale. Ainsi, en Rhône-Alpes et Paca, l'affiche « non à l'islamisme » du FNJ (du « mariniste » David Rachline), à destination d'un électorat très ciblé, sous prétexte de s'attaquer à l'islam politique, pointe du doigt les populations musulmanes, discréditant ainsi les tentatives lepénistes de rallier les « patriotes musulmans ». Des infléchissements internes (ouvrant la voie au soutien de la LDJ dans les prochains mois) sont-ils en cours au FN, sous la pression de sa périphérie (les Identitaires font de ce discours leur marque de fabrique³) ?

Les extrêmes droites, qui ne veulent nullement changer le système, ont besoin de trouver des boucs émissaires pour rallier à leurs idées. Elles reformulent leurs discours selon le contexte et jouent sur les peurs, accentuées par une crise économique sans précédent, à laquelle s'ajoute la crise du projet d'Europe libérale (UE), pour se développer et prospérer jusqu'à frapper dans un certain nombre de pays aux portes du pouvoir. □

1. Consulter le rapport téléchargeable de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance 2009. Il souligne la progression simultanée des racismes anti-tsiganes, anti-noirs, anti-juifs et anti-musulmans.

2. Voir les propos d'Angela Merkel sur l'échec du multiculturalisme. Tout est à nous ! hebdo 74, p. 5

PAR GABRIEL GÉRARD

L'ANTISIONISME D'EXTRÊME DROITE, LE MASQUE DE L'ANTISÉMITISME

Depuis les années 1940¹, une mouvance se revendiquant de « l'antisionisme » existe à l'extrême droite. Plus ou moins audible selon le contexte, cet « antisionisme » est un antisémitisme.

« COMLOTS », « FINANCE APATRIDE » ET « LOBBIES »²

En juin 2010, dans *Droite ligne* (pro-Gollnisch), l'élu FN de Vénissieux (Rhône) Yvan Benedetti écrit : « La politique d'immigration est le résultat de l'asservissement d'un système politique [...] aux intérêts du gros capital et des financiers apatrides. Tout comme la suppression des frontières et des monnaies nationales, l'immigration massive et le métissage ont été annoncés dans un livre prémoniteur publié en 1905 : les Protocoles des Sages de Sion »³.

En juillet 2010, les nationalistes-révolutionnaires (pro-Marine Le Pen) du cadre frontiste Christian Bouchet consacraient *Résistance* (cf. la Une du n° de septembre 2010 ci-dessous) à la dénonciation des « nationaux-sionistes ». L'éditorial concluait : « On nous accusera sans doute de diviser le mouvement de résistance national. Tout au contraire nous entendons le renforcer. Cela en dénonçant ceux qui ont fait le choix du national-sionisme. C'est-à-dire ceux qui voudraient nous engager dans des alliances improbables avec des lobbies qui n'ont eu de cesse, ces quarante dernières années, de nous lier les mains et de nous tirer dans le dos. C'est-à-dire aussi ceux qui voudraient nous voir prendre des voies [...] qui sont sans issues pour le mouvement national mais qui seraient fort utiles pour la finance apatride et les lobbies ».

LA GÉOPOLITIQUE AU SERVICE DE LA HAINE DES JUIFS

Une partie de l'extrême droite est, dès les années 1960, admirative du pouvoir autoritaire exercé par certains dirigeants nationalistes arabes (*Europe action* consacra un numéro à Nasser). François Duprat, VRP du négationnisme en France, fonde, dans cette même décennie, un fantomatique Rassemblement français pour la Palestine.

Maurice Bardèche écrit, un an après l'indépendance algérienne, dans les colonnes de *Défense de l'Occident* : « Le monde arabe est désormais notre voisin [...] Or, l'hystérie antiraciste empoisonne avec un soin jaloux l'avenir des relations qui pourraient s'établir entre l'Europe et le bloc arabe, car il y a l'État d'Israël. En l'honneur de cette invention de l'antiracisme militant dont rien ne justifie le maintien dans l'aire géographique raciale des Arabes, nous nous constituons stupidement en adversaire du bloc arabe. »

En 1985, Alain de Benoist (Grece), dans la continuité de Jacques Benoist-Meschin, (ancien collaborateur de Vichy) considère le monde arabe comme « l'allié naturel d'une Europe désireuse de se dégager de l'état américano-soviétique, un acteur privilégié dans la recherche d'une Troisième voie ».

Tandis que le stalinisme s'effondre, Jean-Marie Le Pen, lors de la guerre du Golfe (1990), privilégie la position des radicaux et rompt avec le cycle «thatchéro-reaganien» du FN : il dénonce le Nouvel Ordre mondial étasunien et soutient l'Irak de Saddam Hussein.

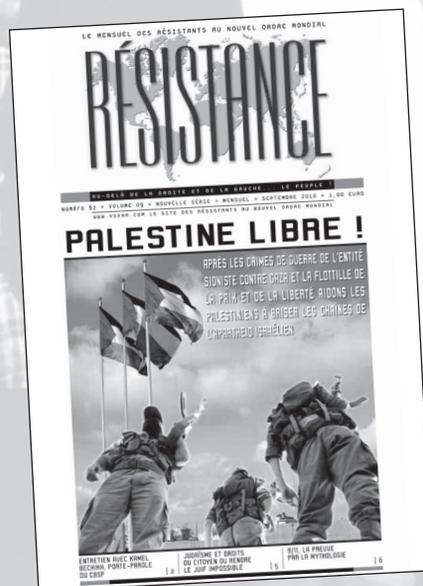
LUTTE CONTRE L'AXE «AMÉRICANO-SIONISTE» ET «NOUVELLES CONVERGENCES»

Le GUD cuvée 1990 s'oppose à l'impérialisme américain, proclame son «antisionisme» et soutient l'Intifada. Son porte-parole, Benoît Fleury⁴, déclarait : «c'est pour désigner

l'ennemi, et l'ennemi d'aujourd'hui en France, c'est la même chose qu'en Palestine. On est contre l'occupation sioniste avec un côté antisémite qu'il faut appliquer partout où les juifs peuvent être présents ».

Des dirigeants du GUD des années 1990 toujours actifs (Châtillon, Penningue, Mahé...) s'accordent avec les «nouvelles convergences» de Bouchet ou la «réconciliation» version A. Soral (avec le soutien de membres de l'Union des organisations islamiques de France-UOIF et du Comité de bienfaisance et de secours aux Palestiniens-CBSP) afin de toucher un nouveau public (la «liste antisioniste» de Dieudonné, le MDI de Kémi Séba... sont des pièces du puzzle «antisystème»). À la contradiction apparente entre le discours anti-immigrés du GUD et son soutien au Hamas et à l'islam était privilégiée l'entente sur des valeurs communes : «On se retrouve dans les valeurs de la famille et de la tradition chères à l'islam. Ce qui est paradoxal, c'est que l'islam peut être à la fois un allié et un ennemi. Autant la Syrie et l'Irak sont des régimes nationalistes laïques et on les soutient, autant l'islam peut être un danger pour la civilisation européenne. Pour le Hamas, c'est le côté combat identitaire qui nous plaît»⁵. Alain Soral développe une position assez proche.

En 2001, lors du congrès d'Unité radicale⁶, la dimension tactique du soutien du GUD apparaît crûment : « Nos alliés objectifs sont les Palestiniens qui nous aident à déloger les Israéliens. On fait un bout de chemin avec l'allié objectif et après on lui met une balle dans la tête. »⁷ □



1. *Défense de l'Occident*, *Jeune Nation*, *Occident* (1964-1966), *Parti nationaliste français* (PNF), *la Fédération d'action nationaliste et européenne* (Fane), *Troisième Voie*, *Groupe union défense* (GUD) - cuvée 1990 -, *Unité radicale*, *L'Œuvre française*, au sein du *Front national*.
 2. De nombreuses citations de cadres nationalistes sont disponibles. Pour notre part, nous privilégions les plus récentes. Pour ceux et celles qui veulent en savoir plus, il est utile de se procurer l'ouvrage de Jean-Paul Gautier « Les extrêmes droites en France » parues chez Syllepse en 2009.
 3. Document antisémite monté par la police russe décrivant un faux complot « judéo-maçonnique » mondial.
 4. Aujourd'hui, B. Fleury semble avoir changé d'«ennemi principal». On le retrouverait parmi les signataires de l'appel «Raison garder».
 5. Jean-Paul Gautier, op. cit.
 6. Dissoute en juillet 2002.
 7. *Le Monde*, 16 juillet 2002.

HISTOIRE DE RÉSEAUX (1)

PAR ANTOINE SINDELAR*

RAS L'FRONT: «SI NOUS DEVONS ÊTRE BATTUS, C'EST QUE NOUS N'AURONS PAS EU LE COURAGE DE NOUS BATTRE»



© Ras l'front - 1995

À une époque où l'on débat d'intégrer le FN dans le jeu démocratique, l'appel le caractérise comme un parti fasciste. En faisant l'analyse des reculs opérés par la gauche notamment en matière sociale et d'immigration, le texte martèle qu'on ne peut combattre efficacement le FN en faisant des compromis douteux. Il revendique au contraire que «le combat antiraciste ne sera gagné que par l'affirmation sans compromis de nos propres valeurs». En posant le problème sur le plan politique, l'appel tranche avec le discours moraliste de l'antiracisme de l'époque incarné par SOS Racisme. Pour Anne Tristan¹, cette posture politique et pas seulement morale fait écho aux marches de 1983 et à leur revendication toujours subversive d'égalité des droits. Le texte recueille de nombreuses signatures surtout après la profanation en mai 1990 du cimetière juif de Carpentras. Sont donc mis en contact des gens d'horizons très divers, déjà militants ou non, déterminés à agir contre les idées du FN. Cela donne naissance à des collectifs locaux, indépendants dans leurs actions mais liés par la charte du réseau (180 collectifs recensés en 1998). «C'était une construction à partir du terrain, et non quelque chose de centralisé. Il s'agissait d'irriguer plein de ruisseaux antifascistes de même qu'à la fin des années 1950, plein de fosses à purin ont alimenté l'extrême droite alors moribonde.

C'était une époque de réseaux et Ras l'front a contribué à cet engagement politique en dehors des partis» se souvient Anne.

RÉSEAU ANTIFASCISTE

Le réseau se dote d'un journal, *Ras l'front*, qui permet d'investir l'espace public, de s'opposer aux militants FN et de reprendre du terrain notamment sur les marchés. Et d'un symbole, le triangle rouge emprunté aux déportés politiques des camps nazis, marqueur de résistance antifasciste. Le choix est fait de ne pas intervenir médiatiquement au niveau national sous forme d'un porte-parole «antinomique avec l'idée d'un réseau pluraliste de collectifs» selon Anne. Ce qui n'empêche pas des coups d'éclat: le 1^{er} Mai 1995, le discours de Le Pen est perturbé par le déploiement de banderoles (dont une du toit de l'Opéra).

Impossible de citer toutes les initiatives des collectifs. Vigilance, mémoire, immigration, ordre moral, lois liberticides, contre les alliances FN-droite aux régionales de 1998, information aux élections prud'homales et HLM, participation au mouvement antiguerre et aux FSE, travail avec le monde de la culture, sur internet, etc. Tous les terrains sont investis avec plus ou moins de bonheur dans la recherche de l'unité pour le harcèlement démocratique des extrêmes droites.

En 1990, Politis publie l'appel «Le temps de la contre-offensive est venu» rédigé, entre autres, par Gilles Perrault.

Signé par 250 personnalités (artistes, figures de la Résistance, militants...), ce texte sans concession fait le constat de la progression électorale du Front national depuis 1983 et de la nécessité d'une réponse politique face à ce danger. C'est de cet appel que naîtra le réseau antifasciste Ras l'front.

La scission du FN en 1998 fait croire à certains que le combat est gagné; le rebond électoral du FN en 2002 donne raison à ceux qui ont continué. L'arrivée de nouveaux militants donne un second souffle au réseau qui voit reflourir des collectifs éteints, malheureusement happés par l'accélération des attaques liberticides et xénophobes dès 2002. C'est ce trop-plein qui explique l'épuisement du réseau jusqu'à sa dissolution en 2008. C'est aussi la nécessité de refonder notre analyse et redéfinir nos modes d'action face aux droites autoritaires et xénophobes au pouvoir et à des extrêmes droites européennes toujours influentes.

Si Ras l'front a contribué par son travail unitaire de vigilance et d'action à maintenir des digues autour de l'extrême droite et à continuer à caractériser le FN comme un parti fasciste, le danger est toujours là. L'appel disait en 1990 que «leurs avancées sont faites de nos reculs». Malheureusement le constat est toujours aussi vrai; heureusement, grâce à l'école de formation antifasciste qu'a été Ras l'front, des bases ont été posées pour continuer à résister et enfin un jour ne plus reculer. □

*Remerciements à Anne Tristan pour sa participation. 1. Cofondatrice du réseau Ras l'front, Anne Tristan a publié *Au front*, récit de son entrisme dans une section FN de Marseille en 1987, et *Petit manuel de combat contre le Front National avec René Monzat* en 2003. Propos recueillis en octobre 2010.

HISTOIRE DE RÉSEAUX (2)

PROPOS RECUEILLIS PAR RAOUL GUERRA.

NO PASARAN: ENTRETIEN AVEC TAZ

Peux-tu revenir sur la création du réseau No Pasaran ?

Le point de départ est la création au début des années 1980 à Nanterre d'un collectif et d'une revue antifasciste, REFLEXes - Réseau d'étude, de formation et de lutte contre l'extrême droite et la xénophobie. Les premiers numéros de la revue sont plutôt consacrés aux questions sécuritaires et à l'immigration. Ce n'est que quelques années plus tard, avec la disparition de deux revues antifascistes *Article 31* et *Celsius* que le travail de recherche et d'analyse sur l'extrême droite devient progressivement dominant. Peu après, un groupe qui prend pour nom Scalp (Section carrément anti-Le Pen) se constitue à Toulouse: il entend s'opposer au meeting que le FN s'apprête à organiser dans la ville. Ce groupe, qui devait être éphémère se fixe pour but de dépasser le strict cadre de la manifestation «grand public» et de marcher en direction du rassemblement du Front. Devant le succès, d'autres groupes verront rapidement le jour sur l'ensemble du territoire, aidé en cela par les liens établis avec le groupe de rock «Bérurier noir» dont une partie du service d'ordre est membre des Scalp et de REFLEXes. No Pasaran, enfin, naît en 1992 et a pour but de mettre en réseau les différents groupes Scalp, les membres de REFLEXes et d'autres groupes antifascistes proches.

aux autres. Il n'y a pas de bureau politique ou de permanent qui décide tout à la place des militants. Toutes les décisions sont prises lors de coordinations où se retrouvent les militants et militantes du réseau. Nous disposons également d'un matériel commun et d'un journal *No Pasaran* au travers duquel les groupes s'expriment. Par ailleurs, l'appartenance à No Pasaran et à une autre structure politique ou syndicale est possible à partir du moment où les gens ne participent pas aux élections.


No Pasaran a bientôt 20 ans. Quel bilan tirez-vous de l'expérience antifasciste radicale ?

C'est évidemment assez difficile à mesurer... Au niveau de la culture et plus précisément du rock chez les jeunes, s'il n'y avait pas eu toute cette mobilisation, ce harcèlement entre autres du Scalp, les groupes de musique d'extrême droite s'exprimeraient plus facilement. En France, ils sont obligés de se cacher pour organiser des concerts clandestins alors qu'en Allemagne, ils rassemblent plusieurs milliers de personnes. Grâce à l'antifascisme radical des années 1980 et 1990, la tentative de créer une contre-culture d'extrême droite (musique, BD...) est restée ultra confidentielle en France alors que dans d'autres pays européens ou en Amérique du Nord, elle est parvenue à toucher une plus large partie de la population.

Et le sarkozysme dans tout ça ?

Le sarkozysme n'est pas un fascisme. Pour nous le sarkozysme est la forme la plus pure de la droite ultra-libérale décomplexée et arrogante et c'est déjà suffisant. Elle n'hésite pas à venir chasser à l'extrême droite mais ce serait une erreur de la traiter de fascisme. □

Peux-tu définir la ligne politique/idéologique de No Pasaran ?

Au départ, diverses sensibilités politiques composaient les groupes Scalp. C'est avec la création du réseau No Pasaran que nous avons revendiqué notre appartenance à la mouvance libertaire et aux mouvements sociaux. Se réclamant toujours aujourd'hui d'un antifascisme radical, No Pasaran investit les luttes anticarcérales, anti-capitalistes, contre les lois sécuritaires et combat l'homophobie et le sexisme. Nos militants sont partie prenante des luttes sociales comme ce fut le cas lors de la lutte des précaires de Mc Do, lors du mouvement contre le CPE... Nous cherchons à mettre en avant l'expérimentation et l'échange de pratiques, pas uniquement avec la sphère libertaire, d'ailleurs (préparation et organisation de contre-sommets, liens avec les teuffeurs). Du point de vue organisationnel, chaque groupe est autonome par rapport

ANTIFASCISMES AU PRÉSENT (1)

CRÉATION D'UN COLLECTIF CO

Lyon possède une tradition historique de l'extrême droite mais aussi de luttes et de résistance. Tour d'horizon de la situation lyonnaise, marquée par une certaine tendance à la violence.

Les différentes familles de l'extrême droite sont représentées à Lyon: catholiques intégristes, soralien d'Égalité et Réconciliation, FN, Bloc identitaire...

Avec un score de 15,22% en 2010, Bruno Gollnisch préside un groupe de dix-sept élus FN au conseil régional. Également député européen, le prétendant à la succession de

Jean-Marie Le Pen possède de solides contacts à l'étranger lui permettant d'organiser la Conférence internationale des organisations patriotiques à Tokyo à l'été 2010. Exclu en raison de propos jugés négationnistes, en juillet 2011, il devrait réintégrer son poste en langues et civilisations japonaises à Lyon III, fac connue pour sa complaisance envers des recherches douteuses. Malgré un impact électoral important, le FN (qui dispose d'un local) est peu visible sur l'agglomération hormis quelques collages.

UN ACTIVISME RADICAL, NOTAMMENT DES IDENTITAIRES

Les Identitaires ont par exemple mené des actions de harcèlement de bibliothèques qui

ANTIFASCISMES AU PRÉSENT (2)

PAR CLÉMENT L.

CHAUNY, APRÈS UNE MANIFESTATION RÉUSSIE, ENVISAGEONS LA SUITE

Chauny (Aisne) était le théâtre depuis plusieurs mois (fin 2008 et début 2009) de l'activisme d'un groupe de jeunes d'extrême droite proche des mouvements de skinheads-néonazis. Ils arboraient des tenues ne laissant aucun doute sur leur appartenance politique et se manifestaient par des insultes à caractère raciste, des saluts hitlériens et des provocations violentes envers les jeunes d'origine maghrébine causant des affrontements desquels ces derniers sortaient souvent les plus durement sanctionnés devant les tribunaux.

Ces jeunes fachos devenaient suffisamment formés et organisés (notamment à travers la création d'une association contre le racisme antiblancs dissoute depuis). Ils organisaient leur activité autour des deux lycées de la ville et de la gare routière, par des rassemblements hebdomadaires.

Les seules réponses institutionnelles de l'État et des élus furent la surveillance et la répression. La presse locale a souvent classé ces affrontements au rang des faits divers sans aucune analyse approfondie.

CRÉATION DU COLLECTIF

L'initiative fut prise par des militants libertaires (du groupe Union action révolution autogestion) qui ont lancé l'idée d'une manifestation chaunoise par la diffusion de tracts et par Internet. La création du collectif antifasciste axonais a ensuite agrégé le NPA et les libertaires organisés dans la ville (CNT, FA); puis la sphère associative (Ligue des droits de l'homme, Mémoire juive et éducation, SOS racisme...). L'élargissement fut faible au niveau politique (Gauche unitaire et le Parti de gauche). Il en fut de même au niveau syndical: Solidaires a très vite rallié l'organisation de la manifestation puis seule la CGT Educ'action les a rejoints.

LA MANIFESTATION, POINT D'ORGUE DE LA MOBILISATION

Rassembler 400 personnes dans les rues de la ville fut une grande victoire, avec le soutien de militants de Paris et Lille. La peur des petits commerçants, la désinformativité de la presse locale n'avaient pas facilité les préparatifs. Un rassemblement

devant le musée de la Résistance et de la Déportation à Tergnier (ville voisine) avait pourtant permis au collectif de se présenter. La manifestation a laissé une grande place aux jeunes des quartiers populaires. Ceux d'entre eux issus de l'immigration ont pu reprendre le «territoire» du centre-ville souvent occupé par les skinheads-néonazis. Le passage devant l'usine Nexans, récemment fermée pour sauvegarder les profits des actionnaires, a réaffirmé que les idées d'extrême droite germent souvent du sentiment d'impuissance face aux désastres sociaux qui incite à chercher des boucs émissaires.

UNE VOLONTÉ ÉDUCATIVE

Le collectif a fait le choix d'éditer régulièrement un bulletin: *L'Aisne sans haine*. Il se donne désormais pour objectif d'organiser une fête multiculturelle avec des associations locales et de mener des actions éducatives dans les établissements scolaires du département. □

PAR VALENTINE DELION ET ANTOINE SINDELAR

CONTRE LES IDENTITAIRES

devaient accueillir une exposition sur les sans-papiers, ou monté un happening pro-cochon au Quick Hallal de Villeurbanne en mars dernier.

Fins mélomanes, ils organisent des concerts de RAC (Rock Against Communism) très discrets. Mais c'est surtout l'activité physique qui les attire. Actifs au sein de kops de supporters de l'Olympique lyonnais (Cosa Nostra Lyon, dissout en avril 2010, et Bad Gones), ils organisent aussi des matchs de foot, des randonnées et autres combats de boxe avec leur bien-nommé club, La Torgnole. Déjà célèbre pour l'attaque d'une manifestation antifasciste par les Jeunes Identitaires (JI) lors de leur rencontre nationale en 2004, Lyon

connaît au début 2010 une montée en puissance de la violence physique des JI et des néonazis: agressions lors de la Gay Pride, attaque du rassemblement contre la tenue du débat sur l'identité nationale, intimidation de militants sur les pentes de la Croix-Rousse, tags racistes, attaque incendiaire d'un squat politique, agression en mars de trois militants de la CNT (coups, nerfs de bœuf, ceintures cloutées...) agrémentée de «*Lyon est fasciste*» ou «*Sieg Heil*»...

Cette agression motiva diverses organisations à réagir de manière unitaire sous la forme d'un Réseau 69 de vigilance antifasciste et de l'organisation d'une mani-

festation pour témoigner de la solidarité envers les camarades agressés et réaffirmer nos valeurs et déterminations communes antifascistes. Le 10 avril 2010, à l'appel de ce collectif, 2500 personnes défilaient dans les rues de Lyon pour une manif qui passait symboliquement dans le quartier Saint-Jean (lieu de la dernière agression) que les fafs essaient de revendiquer comme leur territoire.

Le collectif se réunit depuis tous les mois pour réaliser une veille des actions fascistes, la collecte de témoignages d'agressions, l'organisation de la protection d'initiatives à risques (RESF, pro-choix...), la production de matériel antifasciste unitaire et une initiative publique à moyen terme (conférence-débat, concert...) □

ANTIFASCISMES AU PRÉSENT (3)

PAR ALEXANDRE TIMBAUD

PARIS: LA « RIPOSTE SOCIALE » DOIT PRENDRE DE L'AMPLEUR

Le 9 mai était organisée à Paris, à l'appel d'une quinzaine d'organisations (CNT, Scalp, Rlf MLV, AL, FA, SUD-étudiants...) une manifestation antifasciste soutenue par la CGT Continental, SUD-Rail et le NPA. Précédée la veille d'un débat sur l'extrême droite (150 participants) cette initiative a mobilisé un millier de personnes.

Cette année, la « riposte sociale antifasciste » avait lieu dans un contexte très particulier, celui d'un gouvernement à l'offensive sur le racisme et d'une crise économique aux conséquences sociales désastreuses. Si les dernières élections ont montré un regain électoral de l'extrême droite institutionnelle (et en premier lieu du FN), on assiste également depuis quelques mois à une résurgence de l'extrême droite radicale.

Face à cela, des manifestations unitaires ont déjà eu lieu à Chauny, Lyon, Bordeaux... La manifestation parisienne du 9 mai s'inscrivait donc à la fois dans la mobilisation annuelle « traditionnelle » face à la présence de l'extrême droite dans la rue¹, mais aussi dans la nécessaire remobilisation du mouvement social face à ce phénomène.

La présence au débat et à la manifestation de Didier Bernard, délégué CGT de Continental Clairoux, dont la lutte du printemps 2009 était devenue symbolique du « Nous ne paierons pas leur crise! », et d'un dirigeant de SUD-Rail, marquait la volonté de s'opposer à toute tentative de récupération: les images de la lutte des Contis avaient en effet été utilisées par les organisateurs du 9 mai fasciste.

Cette présence marque un changement qualitatif dans l'histoire des mobilisations du 9 mai, dont le cadre unitaire peut et doit être un point d'appui chaque fois qu'une mobilisation sera nécessaire. Depuis trop longtemps porté presque exclusivement par les organisations libertaires, il devra être élargi à d'autres forces, non seulement syndicales mais aussi sociales et politiques. □

1. Cette date symbolique (qui marque la victoire sur l'Allemagne nazie) est devenue, depuis 1994 et une manifestation « anti-impérialiste » où un militant nationaliste trouva la mort, le rendez-vous annuel de l'extrême droite radicale: cette année quatre initiatives étaient organisées, dont celle du comité du 9 mai réunissant le GUD, le Renouveau français, la NDP, les Nationalistes Autonomes lorrains, et quelques anciens JNR, sous la houlette de Serge Ayoub (« Batskin »), soit au total 2000 personnes. Chaque année, des contre-initiatives sont organisées, essentiellement à l'appel du courant libertaire.

ANTIFASCISMES AU PRÉSENT (4)

POUR MIEUX RÉSISTER, LE SUD-OUEST SE COORDONNE

PAR JULIAN ET ANTOINE SINDELAR

À Bordeaux, l'extrême droite constitue une grande famille (à la limite de la consanguinité tant les liens entre orgas sont multiples) avec comme pivot l'église catholique intégriste Saint-Éloi offerte en 2000 par Juppé aux lefebvristes de la congrégation du Bon-Pasteur. Bloc identitaire, Dies Irae, FN... toutes les organisations de l'extrême droite locale ont un lien, politique ou affinitaire, avec cette église. De l'avis même de David Rachline¹, dirigeant national du FNJ: « Il y a un bon esprit dans cette région. On travaille avec certains militants du Bloc identitaire, d'Égalité et réconciliation, et du Forum étudiant². »

Célèbre pour son vin, Bordeaux l'est désormais aussi pour son association Dies Irae (Jour de colère) au QG installé à l'église Saint-Éloi. Dans un documentaire en caméra cachée diffusé sur France 2, on voit que c'est bien à une organisation fasciste radicale plus qu'à une association culturelle catholique traditionaliste que l'on a affaire. Proposant à

ses militants formations physiques et débats sur une guerre civile raciste (étude des Cahiers de Turner³) l'association développe un discours antisémite, complotiste, nostalgique de Pétain et du franquisme. Se revendiquant d'un militantisme local « enraciné », elle n'est pas isolée: elle travaille en réseau avec d'autres structures en France comme Vox Populi à Tours ou le MAS à Paris.

REBOND ANTIFASCISTE

L'apparition à l'été 2009 du Forum étudiant dans ce climat déjà bien délétère a motivé la volonté de leur opposer une réponse coordonnée. Parti des facs, un collectif informel de militants politiques et syndicaux s'est rapidement mis en place, profitant des anciens réseaux antifas des années 1990 et des nouveaux réseaux militants étudiants.

Il a d'abord fallu se réapproprier les murs de la fac, souillés plusieurs fois de tags racistes et nationalistes (« La fac aux français ») et informer par nos tracts. Il a

ensuite fallu faire apparaître un mouvement antifasciste dans toute la ville, par notre présence systématique sous forme de contre-rassemblés face à chaque manifestation de l'extrême droite.

Une des preuves de la vitalité de cette dynamique antifasciste a été la mobilisation pro-choix du 29 mai 2010. En réponse à une initiative anti-avortement de l'association « Oui à la vie » et toute la nébuleuse de Saint-Éloi, un appel unitaire allant des socialistes aux anarchistes a été lancé pour défendre le libre choix et le droit des femmes à disposer de leur corps. Finalement près de 3000 personnes ont manifesté pour le droit à l'avortement et contre les intégristes catholiques, leur empêchant tout mouvement dans le centre-ville de Bordeaux.

Sur cet élan, la même volonté s'affirme contre une messe annuelle contre l'avortement qui aura lieu prochainement. De plus la mise en place d'une coordination des collectifs antifascistes du sud-ouest est à l'œuvre, afin de répondre et de combattre plus efficacement et massivement l'extrême droite dans la région. □

1. Source: blog du Monde, Droite(s) Extrême(s), 25 janvier 2010.

2. Structure nationaliste réunissant toute la jeunesse étudiante bordelaise de diverses organisations d'extrême droite.

3. Roman raciste étatsunien de 1978 racontant une guerre civile raciste renversant le gouvernement des États-Unis et menant à l'extermination des juifs et « non-blancs ».

1978-1979, Les luttes des sidérurgistes

PAR INGRID HAYES

Décembre 1978 : Usinor annonce un plan de restructuration d'une ampleur inédite, qui touche au premier chef les bassins industriels de Denain et Longwy. Les sidérurgistes, soutenus par la population, se lancent dans une bataille qui dure plusieurs mois pour empêcher le démantèlement de l'industrie sidérurgique. À Longwy, le niveau de mobilisation et d'affrontement avec le patronat, les pouvoirs publics et les forces de l'ordre est élevé et implique des secteurs importants de la population non sidérurgiste. Cette lutte s'achève pourtant par une défaite sur le plan du maintien des installations industrielles et de l'emploi. À bien des égards, il s'agit de la première défaite qui matérialise l'entrée dans une nouvelle phase du capitalisme (c'est la fin du « compromis post-fordiste », dans la foulée de la crise économique révélée en 1973-1974), avec ce qu'elle implique de crise en germe

à la fois pour le monde ouvrier comme groupe social et pour les organisations qu'il s'était données. Dès lors, il faut enregistrer une dégradation du rapport de forces que l'alternance en 1981 ne vient pas contrecarrer : malgré les promesses électorales, Fabius choisit d'aggraver le processus de démantèlement industriel en 1984. Un bastion ouvrier et syndical est donc mis à bas. Pourtant la force et les formes de la mobilisation étaient en tant que telles porteuses d'espoir et d'avenir. Mais la situation générale de la gauche politique et syndicale, après la rupture du programme commun en 1977, n'a pas permis de mettre en place les relais nationaux nécessaires pour l'emporter. D'un certain point de vue, cette affaire constitue un concentré des impasses empruntées par le PCF et la CGT, et un marqueur symbolique de leur déclin.

UNE CRISE QUI VIENT DE LOIN

La puissance du mouvement de résistance initié en décembre 1978 et l'ampleur de la défaite subie dès 1979 ont tendance à faire écran et masquer la période qui les a précédées. La crise de la sidérurgie était pourtant une réalité en Lorraine depuis une quinzaine d'années au moins. L'organisation de la production sidérurgique en Lorraine souffrait de deux maux structurels, l'émiettement en petites unités et le faible investissement dans les activités de transformation. Il aurait fallu pour y remédier résoudre deux contradictions. La première opposait les sociétés sidérurgiques entre elles. De puissance équivalente, elles n'ont vraiment entamé le processus de regroupement nécessaire au financement et à la cohérence de l'investissement que tardivement et de manière insuffisante. D'autre part il existait une contradiction marquée et permanente entre sidérurgie et industrie de transformation. En effet le patronat sidérurgique a fait le choix de développer l'exportation plutôt que d'orienter la production en direction du marché intérieur français. C'est marquée par ces faiblesses que la sidérurgie française a affronté un marché mondial en pleine réorganisation avec l'émergence de nouveaux pays producteurs, notamment le Japon, et de fortes variations des prix et de la demande.

La crise se profile en 1961, avec un effondrement des prix et un ralentissement de la demande. Les mines de fer (l'acier se fabrique à partir du minerai de fer) sont frappées par de fortes réductions d'effectifs. En réaction, le mouvement des mineurs démarre en 1963, avec notamment la longue grève du Trioux, qui se solde par un échec, même si les mineurs obtiennent des compensations notables. La crise se propage ensuite : la sidérurgie française se recompose, notamment à la suite de la « Convention générale État-sidérurgie » en 1966 qui tente d'imposer des regroupements. Mais dans le même temps elle est déclassée à l'échelle

Quelques dates ...

- 12 décembre 1978 : annonce des 12 500 suppressions d'emploi à Usinor (dont l'essentiel à Longwy et Denain).
- 19 décembre 1978 : grève générale et manifestation de 30 000 personnes à Longwy à l'appel de l'intersyndicale.
- 24 janvier 1979 : manifestation « les flammes de l'espoir » qui réunit 12 000 jeunes et enseignants.
- 5 février 1979 (à titre d'exemple) : « Saccage » de la sous-préfecture de Briey par la CFDT et la CGC. Déchargement de 47 wagons de coke allemand par la CGT.
- 17 mars 1979 : lancement de radio Lorraine Cœur d'Acier (LCA).
- 23 mars 1979 : marche sur Paris des sidérurgistes (200 000 manifestants).
- avril 1979 : tentative de grève avec occupation à Usinor, faible succès.
- 17 mai 1979 : manifestation contre le brouillage de LCA, répression par les CRS, émeutes.
- 24 juillet 1979 : signature de la Convention sociale, ensemble des mesures de compensation et d'accompagnement des suppressions d'emplois. Elle marque la fin de la bataille pour l'emploi et le maintien de la sidérurgie. □



DR

mondiale et les effectifs se réduisent. En 1967, un plan professionnel est adopté qui prévoit une diminution de 15000 emplois en cinq ans, mais avec l'engagement qu'il n'y aura pas de licenciements. En 1971, le Plan de conversion Wendel-Sidelor qui prévoit 10650 suppressions d'emplois en quatre ans est annoncé. En 1977, le «Plan Acier» qui prévoit 16000 suppressions d'emplois en deux ans est mis en place avec pour la première fois des licenciements sans reclassement. La bataille engagée par les sidérurgistes lorrains est perdue, même si la Convention sociale prévoit des garanties permettant de limiter au maximum les licenciements. En 1977, et notamment à l'instigation de la France, des mesures anticrise sont prises par la CEE, avec l'établissement de prix minima obligatoires et des quotas de production par pays, tenant compte des capacités de production optimale, menant donc à des spécialisations par pays. C'est le Plan Davignon. En 1978, les sociétés sidérurgiques sont en état de faillite, à tel point que l'État en prend le contrôle financier le 20 septembre, en transformant les créances en participation au capital. Le gouvernement choisit de garder les installations performantes et de faire disparaître les autres, sans augmenter les capacités de production. Sacilor annonce 8500 suppressions d'emploi. Usinor condamne Denain et réorganise la production en Lorraine. Le gouvernement annonce son «Plan de sauvetage», c'est-à-dire la plus forte réduction d'effectifs jamais réalisée dans la sidérurgie avec 21750 emplois supprimés en dix-huit mois, avec des licenciements.

UNE MOBILISATION EXCEPTIONNELLE ... ET UNE DÉFAITE HISTORIQUE

Des historiens considèrent aujourd'hui que la lutte des sidérurgistes à Denain et surtout à Longwy en 1978-1979 se situe, du point de vue des modes d'action utilisés, dans la continuité de Mai 68, tout en constituant une fin de cycle, la défaite des sidérurgistes sonnant le glas des «années 68», caractérisées par «l'insubordination ouvrière¹». Pourtant, il n'y eut quasiment pas de Mai 68 à Longwy, notamment parce qu'il y avait eu une longue grève l'année précédente. En outre, c'est au contraire la nouveauté des modes d'action qui frappe les contemporains. En fait, si les filiations avec 68 sont nombreuses, c'est d'un point de vue général

et pas celui des acteurs eux-mêmes: séquestrations, mises à sac, sabotages, barrages de route, déchargement de marchandises produites hors de France, affrontements directs avec les forces de l'ordre sont autant de formes de mobilisation qui sortent les ouvriers des usines, dans un bassin mono-industriel marqué par une culture syndicale traditionnelle.

Elles marquent par leur caractère spectaculaire mais aussi par l'importance que revêtent, pour la CFDT minoritaire dans les usines, les actions hors entreprise et par le ralliement de la CGT -réputée plus légaliste et attachée aux «actions de masse»- aux «opérations coup-de-poing». On peut définir celles-ci comme des actions ponctuelles et illégales, préparées clandestinement et réalisées au départ par un petit noyau de militants.

Mais avant les opérations de ce type, la mobilisation fut marquée par le caractère extrêmement massif des manifestations de rue, résultant de l'unité syndicale mais aussi de l'implication de toutes les générations et de toutes les couches d'une population consciente que la mort de la sidérurgie condamnait ce bassin mono-industriel à une mort économique et sociale. La première a lieu le 19 décembre 1978 et rassemble 20000 personnes sur les 100000 que compte le bassin. C'est après leur déclin, avec l'affaiblissement puis la disparition de l'intersyndicale et l'inflexibilité du patronat et du gouvernement, que les modes d'action se radicalisent. Les «opérations coup-de-poing» sont aussi venues en contrepoint de la faiblesse de la mobilisation au sein de l'entreprise, malgré les tentatives de la CGT, notamment au moment de l'occupation d'Usinor-Longwy. À Denain, de violents affrontements ont lieu avec les CRS notamment les 7 et 8 mars 1979.

La manifestation du 23 mars à Paris a connu un retentissement très important: elle a marqué les mémoires, à tel titre que c'est souvent le seul événement cité à propos de la lutte des sidérurgistes en 1978-1979. Démonstration de force qui sonne en réalité le glas de l'unité syndicale et de la lutte elle-même, elle n'est vécue par les acteurs interrogés ni comme un baroud d'honneur ni comme une mobilisation identitaire de la CGT. La mobilisation parisienne en solidarité avec les sidérurgistes est inattendue par son ampleur. La fin de la manifestation est pourtant



© photothèque Ihs-CGT

1. Xavier Vigna, *L'Insubordination ouvrière*, 2007.

marquée par des affrontements qui font couler beaucoup d'encre, le pouvoir les attribuant aux militants «gauchistes», notamment issus de la CFDT, tandis que le PCF et la CGT développeront la thèse d'une provocation organisée au plus haut sommet de l'État. Il s'avère que le rôle des forces de l'ordre est réellement problématique, et que les événements ont vraiment terni l'image de la puissante mobilisation des sidérurgistes, notamment du fait de la couverture qui en est faite par les médias. Il s'agit de la dernière manifestation d'ampleur de sidérurgistes. La nuit du 17 au 18 mai 1979, c'est autre chose qui se joue à Longwy, lorsqu'on assiste à l'affrontement entre les CRS et la population montée au relais TDF pour protester contre le brouillage dont est victime Radio Lorraine Cœur d'Acier (LCA, voir encadré), tandis que des émeutes durent jusqu'au matin.

À partir du mois de juin 1979, on se trouve plutôt dans l'ordre du baroud d'honneur. Pourtant, il est notable que les équipes syndicales qui ont mené la lutte se retrouvent, pour partie, en opposition avec les directions confédérales. La section locale de la CFDT de Longwy conteste la signature par la CFDT nationale de la Convention sociale et poursuit tant bien que mal la mobilisation, tandis que la section d'Usinor-Dunkerque finit par être dissoute. Côté CGT, c'est la reprise en main de Radio LCA qui entraîne de fortes tensions, ainsi que la mise à l'écart d'une série de syndicalistes qui refusent de rentrer dans le rang une fois que la confédération a sifflé la fin de la récréation.

Le bilan de la mobilisation est très maigre du point de vue du maintien global des emplois (report d'une année de l'arrêt de la production à Denain, diminution d'un quart des licenciements prévus pour l'année 1979 à Longwy), et la décrue des effectifs reprend dès 1982. Cela dit, la lutte a contraint l'État à investir massivement pour faire passer le plan social et notamment obtenir la signature de la CFDT: les mesures d'accompagnement et de compensation incluses dans la Convention sociale sont loin d'être négligeables, surtout au regard de ce qui se fait aujourd'hui!

Malgré une reprise de la lutte en 1984, animée par des franges radicalisées qui

s'en prennent par exemple à la permanence d'un député socialiste, les licenciements se poursuivent. Dès lors, l'État se trouve en position de gérer la désindustrialisation, négociant les compensations sociales accordées aux sidérurgistes qui perdent leur emploi. La reconversion promise n'a pas lieu, et le bassin de Longwy se retrouve à nouveau saigné lorsque Daewoo, patron voyou présenté comme providentiel à son arrivée, à la fin des années 1980, est mis en liquidation judiciaire en janvier 2003.

LES ENJEUX POLITIQUES ET SYNDICAUX

Rupture du programme commun

Surfant sur les aspirations de Mai 68, PS et PCF ont signé ensemble le «programme commun» en 1972. Repris en main par François Mitterrand, le PS, jusque-là plutôt tourné vers le centre, fait le choix

issus des classes moyennes intellectuelles entrées au PCF dans la foulée de 68¹. Celles-ci constituaient en quelque sorte le fondement sociologique de la politique d'union de la gauche du PCF. Ce repli sectaire et ouvriériste s'incarne symboliquement dans le soutien de Georges Marchais à l'intervention soviétique en Afghanistan, fin 1979. À Longwy, durant les mois de mobilisation, le PCF local opte pour une ligne d'affirmation identitaire, mâtinée de germanophobie².

Conséquences syndicales

Dans un premier temps, l'unité CGT-CFDT, conclue en 1966 et réaffirmée en 1974, ne semble pas ébranlée par la rupture entre le PS et le PCF. Pourtant la dégradation du contexte économique, la rupture de l'Union de la gauche et l'échec électoral de 1978,



© Photothèque Ihs-CGT

de l'Union de la gauche, tandis que le PCF, qui représente encore 20 % de l'électorat, parie que cette union lui sera profitable. L'alternance est en marche. Pourtant, peu de temps avant les annonces dans la sidérurgie, les élections législatives en 1978 sont un échec pour la gauche, et singulièrement pour le PCF qui entame alors son déclin électoral, au bénéfice de son partenaire. Le constat précipite une crise interne jugulée au prix d'une reprise en main très ferme, alliant, à l'extérieur, un tournant sectaire vis-à-vis du PS et à l'interne, un repli ouvriériste qui se traduit notamment par la mise à l'écart des intellectuels et des secteurs militants

ainsi que le recul de la conflictualité sociale, nourrissent des difficultés et des divergences qui vont notamment s'exprimer à propos du conflit dans la sidérurgie. Lors de son 40^e congrès, la CGT demeure en parole dans le droit fil de l'unité d'action, mais l'ouverture qu'elle professe à cette occasion pour tenter de réduire les difficultés qui ont existé à la CGT en 1977-1978 autour de la rupture du programme commun, donne lieu à des interprétations contradictoires. S'ensuit presque immédiatement un raidissement interne qui voit la mise à l'écart des

1. La reprise en main de la Fédération de Paris et l'affaire Fizsbin datent de 1979.

2. Le slogan du PCF à l'occasion des premières élections européennes en 1979 est «Non à l'Europe allemande».

dirigeants confédéraux les plus en pointe en termes d'ouverture et de démocratie. Ce raidissement se nourrit des débats internes au PCF et n'est pas sans conséquence sur les relations entretenues avec la CFDT. Du côté de cette dernière, le recentrage est en cours depuis 1977, avec une réorientation stratégique progressive fondée sur le triple souci du réalisme, de la crédibilité et des résultats. La lutte des sidérurgistes constitue l'expérience à l'aune de laquelle les divergences sont mesurées. La CGT demeure sur une ligne de défense de l'emploi et des installations sidérurgiques, tandis que la CFDT est prête à jouer la carte de la reconversion. La première brèche dans l'unité est ouverte lors de la grande manifestation du 23 mars 1979 à Paris, organisée par la seule CGT, qui en fait une démonstration de force, bénéficiant pour cela d'un fort soutien du PCF. Le 24 juillet, la CFDT signe la Convention sociale malgré le refus de sa section longovicienne, tandis que la CGT campe sur une ligne de refus. On voit bien dès lors que les dés sont jetés. Chacune des deux confédérations joue sa partition, avec notamment en ligne de mire l'élection présidentielle de 1981, plus que la nécessité de défaire immédiatement les plans de démantèlement de la sidérurgie. Les divergences politiques s'enracinent également dans une forme d'impasse stratégique du mouvement syndical à l'œuvre depuis le début des années 1960 s'agissant de la sidérurgie.



En effet, le mouvement syndical était d'une part en position de se battre pour l'emploi, les salaires et les conditions de travail contre un patronat sidérurgique en état de quasi-faillite, donc dans un rapport de forces très dégradé. D'autre part il avait le choix entre accepter la modernisation capitaliste avec les déqualifications et les réductions d'effectifs qu'elle entraîne, et défendre un statu quo devenu intenable du point de vue des intérêts du patronat sidérurgique. CGT et CFDT se sont retrouvées de part et d'autre de ces contradictions. La contradiction entre maintien des installations et modernisation renvoie aussi aux mutations du prolétariat sidérurgique, la CGT syndiquant l'essentiel des ouvriers de métier, tandis que la CFDT était parvenue à s'implanter dans de nouvelles couches salariées. □

LCA, radio de lutte et de libre parole

En 1977 débute en France ce qu'on a appelé le mouvement des radios libres, dans le sillage, notamment, de la Grande-Bretagne et de l'Italie. C'est un mouvement diversifié dont le point commun est la remise en cause du monopole d'État sur la radio. Après quelques succès, il se retrouve aux prises avec la répression et peine à trouver un second souffle. Il le trouve pour partie dans sa rencontre avec les mobilisations en cours, matérialisée par la mise en place de radios syndicales et politiques, en 1979.

Le secteur « propagande » de la CGT a un projet de radio de lutte dans ses tiroirs. À Longwy, au début de la lutte des sidérurgistes, la CFDT locale monte SOS Emploi, une radio dont la diffusion confidentielle est sans commune mesure avec son impact, considérable. La puissante CGT du bassin ne compte pas se laisser damer le pion par sa concurrente. La Confédération trouve là l'occasion de concrétiser son projet et accorde à l'Union locale CGT de Longwy d'importants moyens pour lancer Lorraine Cœur d'Acier, radio certes clandestine mais de fait protégée de la répression par la population mobilisée, et animée par des journalistes professionnels, notamment Marcel Trillat et Jacques Dupont. Cette dernière caractéristique donne à une radio militante les traits d'une expérience techniquement très réussie. Conçue pour préparer la « marche sur Paris » du 23 mars, elle s'installe dans la durée et devient à la fois une caisse de résonance pour les luttes en cours et un espace de libre parole dont la population locale s'empare. LCA fonctionne selon le principe du direct permanent, avec un téléphone branché dans le studio. Aux émissions consacrées aux mobilisations s'ajoutent des émissions culturelles, une revue de presse quotidienne, des débats de société, une émission hebdomadaire animée par les immigrés... Du point de vue confédéral, la radio est victime de son succès : son ancrage dans la population lui donne une audience que n'atteindront pas les autres radios de lutte de la CGT, mais l'appropriation de l'outil par la population, doublée de l'ascendant exercé par les journalistes, font progressivement sortir LCA du contrôle de la CGT. Avec le déclin des luttes, les aspects plus généralistes prennent logiquement plus d'importance, et l'ouverture professée fait finalement de la radio un lieu de débat interne à la sphère cégéto-communiste. Il y a là une expérience très forte pour une série de syndicalistes, de femmes de sidérurgistes, non salariées, qui en sortent à jamais transformés. La reprise en main par la CGT est d'autant plus mal vécue qu'au-delà même de la brutalité des méthodes employées (notamment le licenciement des journalistes et la mise à l'écart des syndicalistes devenus peu fiables...), la radio incarnait ce qui tenait encore après l'échec de la bataille pour la sidérurgie. □

© Photothèque Ihs-CGT



DES NANOTECHNOLOGIES À LA SOCIÉTÉ POLICIÈRE

Rencontre avec Pièces et Main-d'œuvre

**PROPOS RECUEILLIS PAR
PATRICK DURAND, MAZDAK KAFAI,
LAURENCE LYONNAIS**



POUVEZ-VOUS NOUS PRÉSENTER RAPIDEMENT «PIÈCES ET MAIN-D'ŒUVRE - SITE DE BRICOLAGE POUR LA CONSTRUCTION D'UN ESPRIT CRITIQUE GRENOBLOIS» ?

Vous savez comme nous que lorsque le doigt montre la lune, l'imbécile regarde le doigt. C'est pour cette raison, entre autres, que nous avons toujours refusé de parler de nous. De même qu'on connaît l'arbre à ses fruits, il suffit pour nous connaître de lire nos écrits. En bref, Pièces et Main-d'œuvre, atelier de bricolage pour la construction d'un esprit critique à Grenoble, agit depuis l'automne 2000 de diverses manières : enquêtes, manifestations, réunions, livres, tracts, affiches, brochures, interventions médiatiques et sur Internet, etc.

Si l'on ne devait retenir qu'un élément de notre pratique, c'est la nécessité de l'enquête critique pour reprendre pied, saisir la réalité où nous baignons, procéder à l'analyse concrète de la situation concrète, et combattre les carences d'information, de pensée et de réflexion aussi bien dans le cercle étroit de la militance que dans le public. Nous insistons sur le fait que l'apprentissage et la pratique de l'enquête sont un impératif pour tous, individuellement et collectivement, et constituent le préalable à toute action. Quiconque s'y soustrait, non seulement se prive des lumières nécessaires, mais renonce à son autonomie et se place de ce fait en position subordonnée et passive par rapport à ceux qui enquêtent. Ou bien on parle sans savoir, ce qui revient à avoir un effet nul ou hasardeux sur la réalité. Sur ce point, nous renvoyons à notre texte de présentation : «Le secret, c'est de tout dire»,

sur notre site <www.piecesetmaindoeuvre.com>

EN QUOI LES NANOTECHNOLOGIES, BIOTECHNOLOGIES, SONT-ELLES DES TECHNOLOGIES FONCIÈREMENT DIFFÉRENTES DES AUTRES ? QUELS DANGERS PRÉSENTENT-ELLES ?

D'abord : que sont les technologies et pourquoi faut-il s'y intéresser ? Marx a dit que les philosophes jusqu'à présent (jusqu'à lui) n'avaient fait qu'interpréter le monde et qu'il convenait maintenant de le transformer. Les technologies, qui s'appuient en amont sur les sciences et en aval sur l'industrie, réalisent ce vœu. Non seulement elles transforment le monde en général, mais elles transforment nos vies, nos villes, nos sociétés, jusqu'à notre condition humaine ; et elles les transforment plus que tout autre facteur. Il n'y a pas «d'évolution naturelle» des technologies. S'il existe une logique intrinsèque de leur développement, elles ne constituent pas, bien au contraire, un processus sans sujet. Chaque développement technologique a été un choix et l'objet d'une bataille entre ses promoteurs et ses opposants. Entre ceux pour qui il constituait un avantage et ceux qu'il dépossédait de leur autonomie, de leur liberté, de leur savoir-faire, de leurs liens sociaux, de leur raison d'être tout simplement. On vit ces temps-ci un épisode de cette lutte autour des OGM. D'un côté les multinationales de l'agro-industrie calculent le bénéfice qu'elles peuvent tirer de semences brevetées, et imposent aux agriculteurs une dépendance complète à leur égard, y compris en employant des moyens policiers pour détecter d'éventuels fraudeurs ; de l'autre, certains paysans défendent leur autonomie, la liberté de récolter leurs propres semences, et une organisation socio-économique moins centralisée. Les deux camps s'affrontent, et l'avenir de l'agriculture nous dira qui aura emporté cette bataille.

En ce sens, la technologie est la continuation de la guerre par d'autres moyens, entre le pouvoir et les sans-pouvoir. Non seulement elle impose la

volonté du premier aux seconds, mais elle accroît toujours plus l'inégalité des forces entre eux. Elle est la continuation de la lutte de classes par d'autres moyens.

Ce qui est vrai de la technologie en principe l'est plus encore des biotechnologies et des nanotechnologies, qui touchent à l'essence du vivant et agissent à l'échelle de l'infiniment petit, manipulant les briques élémentaires de la matière : atomes, gènes, neurones. Qui plus est : l'actuelle vague techno-industrielle combine bio et nanotechnologies aux technologies de l'information et de la communication et aux neurotechnologies. Ce qu'un fameux rapport de la National Science Foundation nomme «les technologies convergentes pour augmenter les performances humaines» (cf. «Converging technologies for improving human performances», W. Bainbridge, M. Roco, 2003). Ces performances «humaines» résultant de multiples hybridations homme-machine sont bien sûr d'abord celles des dominants et classes dirigeantes, nos nouveaux surhommes.

QUELLES SONT LES CARACTÉRISTIQUES DE CE QUE VOUS DÉFINISSEZ COMME UN «SYSTÈME» ORGANISÉ AUTOUR DE LA «TECHNOSCIENCE» ?

Localement, et plaisamment, nous avons nommé techno-gratin la collusion voire la fusion du pouvoir dans ses divers aspects, qui étaient autrefois maintenus séparés : politico-administratif, économique, scientifique, militaro-policiers. Ce que l'on observe aujourd'hui, aussi bien aux États-Unis, qui constituent encore le modèle des «élites mondialisées», qu'à Grenoble, c'est à la fois l'interchangeabilité des personnels dirigeants et leur cumul de fonctions dans ces différents domaines – successivement ou simultanément – et, par ailleurs, leur constante interaction. On a affaire à une classe consciente d'elle-même, compacte, structurée et constamment en position de conquête. Cela est vrai aussi bien du général du Pentagone, par ailleurs consultant dans un cabinet privé auprès

du gouvernement fédéral, mais aussi fondateur d'une entreprise vivant de marchés publics et privés, que de tel ingénieur du CEA grenoblois privatisant ses recherches sur fonds publics pour fonder sa propre entreprise, avant de recycler son savoir-faire pour devenir maire ou adjoint au maire de Grenoble. Localement, c'est ce qu'on appelle la technopole. Globalement c'est une des composantes de ce que Jacques Ellul appelle le «système technicien».

QUEL RAPPORT AVEC LE CAPITALISME ET L'EXPLOITATION ?

Si la technique remonte à la préhistoire, historiquement l'essor des technologies est consubstantiel au capitalisme. On ne peut pas dissocier les instruments de production et les rapports de production. Ces instruments de production déterminant certains rapports de production: division extrême du travail, centralisation, hiérarchie, mondialisation de l'économie, automatisation et informatisation. De l'analyse même de Marx et d'Engels, il résulte que ce système ne peut subsister sans révolutionner constamment l'appareil de production, la production elle-même – ce qu'en termes contemporains on nomme recherche et développement, innovation, et pour être encore plus actuels l'économie de la connaissance, les services et les hautes technologies.

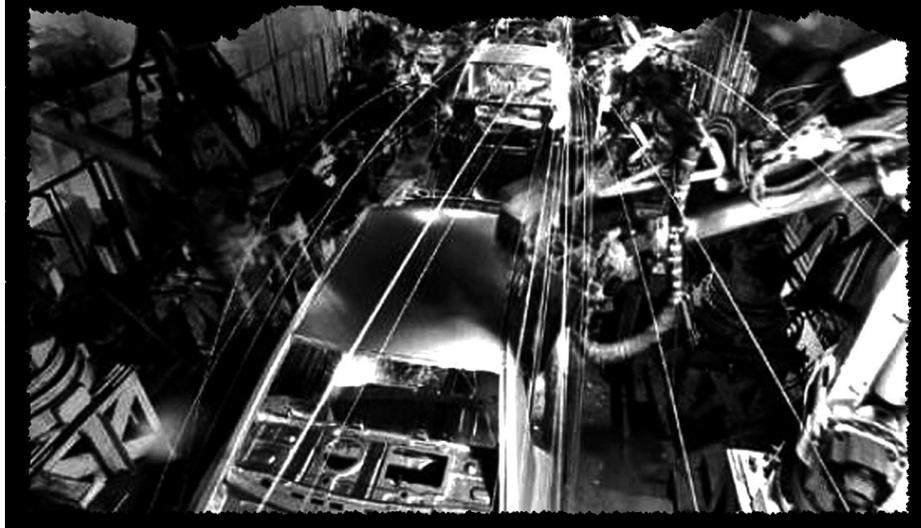
Cela se traduit par l'accélération des flux économiques (et par l'accélération de l'accélération) et l'intensification de l'exploitation, avec des effets non moins accélérés sur la dégradation du milieu, l'épuisement des ressources et l'obsolescence de la main-d'œuvre. En clair : l'apparition d'une humanité superflue, même à titre d'armée de réserve du capital. Bref, une perpétuelle intensification de l'exploitation, avec pour corollaire nécessaire une perpétuelle intensification de l'aliénation afin de masquer à ceux qui en sont victimes, les progrès de leur déshumanisation et de leur robotisation rampante. D'où la mythologie du progrès (technique) et le déferlement de quincaillerie high tech (écrans).

Quelquefois la machine bogue, en Chine ou en France, entraînant des vagues de suicides chez les néo-robots de Fox Com et de France Télécom Orange.

EN QUOI CETTE ÉVOLUTION «TECHNO-SCIENTISTE» DU CAPITALISME



**TANT QU'ON NOUS REDUIRA
A L'ETAT DE ROBOTS,
LES ROBOTS NOUS
REDUIRONT A NEANT**



MODIFIE LES CONDITIONS SOCIALES ET DÉMOCRATIQUES DE NOS VIES ?

La police des populations, selon le dictionnaire, est l'organisation rationnelle de l'ordre public. Cette rationalité culmine dans la technologie. Non pas seulement au sens militaro-policié (vidéosurveillance, biométrie, fichage ADN, puçage électronique, drones, armes nouvelles), mais surtout dans la gestion de la «planète intelligente», suivant l'expression d'IBM. Ce projet de gouvernance technologique mondiale, soutenu aussi bien par les gouvernements que par des élus locaux tels que Michel Destot, maire de Grenoble, vise la rationalité maximale de toute l'organisation humaine via l'interconnexion globale

de myriades de capteurs électroniques disséminés partout. En clair, il s'agit de nous saisir dans un filet numérique qui agit à notre place, nous pilote et automatise nos moindres mouvements. La société de contrôle, nous l'avons dépassée; la société de surveillance, nous y sommes; la société de contrainte, nous y entrons.

Ceux qui trouveraient ces déclarations exagérées peuvent se reporter au site de propagande d'IBM hébergé par *Le Monde*: <www.planete-plus-intelligente.lemonde.fr>

**VOUS AVEZ RELIÉ LES ÉVÉNEMENTS
DU QUARTIER DE LA VILLENEUVE
CET ÉTÉ À GRENOBLE AVEC CETTE
ÉVOLUTION. POUVEZ-VOUS EXPLIQUER**

PIÈCES ET MAIN-D'ŒUVRE ?

UN SITE :

<http://www.piecesetmaindoeuvre.com/>

DES OUVRAGES :

◆ *À la recherche du nouvel ennemi 2001-2025: rudiments d'histoire contemporaine*, Pièces et Main d'œuvre, éditions L'Échappée (Dernier ouvrage paru).

◆ *Le téléphone portable, gadget de destruction massive*, éditions L'Échappée, 2008, 96 p., 7 euros.

◆ *Terreur et possession: Enquête sur la police des populations à l'ère technologique*, éditions L'Échappée, 2008, 332 p., 14 euros.

◆ *RFID: la police totale - Puces intelligentes et mouchardage électronique*, éditions L'Échappée, 2008, 80 p., 6 euros.

◆ *Aujourd'hui le nanomonde - Nanotechnologies: un projet de société totalitaire*, éditions L'Échappée, 2008, 424 p., 15 euros.

QUELLE EST LA RELATION ENTRE LES QUARTIERS POPULAIRES ET CE QUE VOUS DÉNONCEZ ?

La Villeneuve, c'est la face cachée de la technopole. Derrière la vitrine hightech d'une ville peuplée d'ingénieurs et cadres à forts revenus, et dont les élus et décideurs vantent partout «l'excellence» afin de stimuler «l'attractivité du territoire» (pour attirer toujours plus de ces couches techniciennes), existe une autre réalité. La relégation de ceux qui ne s'adaptent pas, ou pas assez vite, aux contraintes de l'innovation dans des quartiers éloignés du centre-ville, comme Villeneuve. Comme le disait un élu socialiste de Grenoble: «*C'est la tyrannie de la réussite, les pauvres cèdent la place aux riches*».

Quand on construit des résidences de prestige à la place des anciens logements modestes du quartier ouvrier de Saint-Bruno, quand on utilise l'espace de la Caserne de Bonne (ancien site militaire) ou de la friche Bouchayer-Viallet pour implanter des quartiers bourgeois dont le mètre carré vaut 3500 euros, quand on prépare Giant (Grenoble Isère Alpes nanotechnologies), en transformant le polygone scientifique (où sont implantés le CEA, Minatoc et de nombreux centres de recherche) en «nouveau centre-ville», on traduit dans l'urbanisme, dans le bâti et dans l'aménagement de la ville la prééminence du pouvoir scientifique et industriel, qui se donne à voir dans des constructions monumentales (gratte-ciel)

et tape-à-l'œil. Ceci au détriment des couches populaires sommées de déguerpir.

QUELLES PERSPECTIVES D'ACTION ?

Nous distinguons trois niveaux d'action. D'une part, il faut reprendre et approfondir la recherche historique, pour revenir sur une partie occultée et diffamée –notamment par la gauche– de l'histoire du mouvement ouvrier: celle des luddites. L'historien communiste E.P. Thompson a parmi les premiers –en 1963, dans *La formation de la classe ouvrière anglaise*– rompu avec le mépris pour le *luddisme* issu de la tradition marxiste.

Les luddites, qui n'étaient pas comme on le dit souvent «des ennemis de la machine», récusait la dissociation entre moyens de production et rapports de production. Entre 1811 et 1813, ils ont mené une lutte dans quatre comtés anglais contre l'industrialisation du textile, au nom de l'autonomie dont ils jouissaient comme artisans maîtres de leur production, de leur temps et de leur travail. Ils avaient compris que la caserne industrielle modifierait l'organisation sociale, le sens de leur travail, la vie de la communauté, les rapports de domination, et ferait d'eux les esclaves des machines. Leur exemple a été suivi de nombreuses révoltes contre l'industrialisation, notamment en France, que l'on peut retrouver dans le livre publié aux éditions L'Échappée cet automne, *Les Luddites en France*.

D'autre part, il y a urgence à réapprendre à penser de façon autonome. Pour paraphraser Guy Debord, et rejoindre le vieux mouvement d'émancipation de l'éducation populaire, nous avons besoin de «lâcher des hommes libres dans le monde». Or la première des autonomies est celle de la pensée. Les mouvements militants doivent lutter contre la casse de l'éducation, créer des «écoles sauvages», donner des outils au peuple pour qu'il réapprenne à lire, à écrire, à réfléchir par lui-même. Nous tâchons pour notre part de diffuser les méthodes de l'enquête critique, pour que chacun, ou chaque groupe, soit capable pour lui-même de reconstituer les éléments épars du puzzle. Et de l'enquête critique, on passe ensuite à l'enquête-action –c'est le troisième niveau de la fusée. Un exemple: le mouvement mené avec succès par le LKP en Guadeloupe n'est pas né spontanément. Il a été le fruit d'un long travail d'enquête, mené par des syndicalistes auprès de la population, pour recueillir des faits, des

témoignages concrets sur la situation. Ces récits récoltés ont été transcrits, relus, échangés, et ont fait apparaître les lignes de force de la contestation et les points faibles où appuyer. Seul le travail préalable d'enquête permet de passer à l'action. Vous avez pu le constater dans le sabotage de l'opération de propagande du gouvernement en faveur des nanotechnologies, à l'hiver 2009-2010. Pour que la moitié ou les deux tiers du public, à Grenoble, Lyon ou Marseille, se lève en refusant la mascarade de l'opération, il a fallu, durant des mois et des années, amasser et diffuser les enquêtes sur les nanotechnologies et sur les dispositifs d'acceptabilité. □

Ne pas prendre ses désirs pour la réalité

PAR PIERRE ROUSSET

*Dans sa réponse à mon article sur les attaques dont la laïcité est l'objet, Félix Boggio juge mes « appréciations disproportionnées ». Je crains pour ma part qu'il ne prenne ses désirs pour la réalité vu son interprétation des « faits énoncés ».*¹

LES FAITS

Amnesty International. Pour Félix, « il est faux de prétendre que Claudio Cordone (...) ait affirmé que le djihad défensif des talibans soit compatible avec les droits humains. » Faux ? En pleine polémique, le secrétaire général d'Amnesty International pèse ses mots. Pourtant, c'est lui-même – et pas moi ! – qui mentionne le « djihad défensif » parmi les « points de vue » de Moazzam Begg qu'il juge compatible avec les droits humains. Cela devrait interpellier mon contradicteur.

ONU. Concernant les votes à la commission des droits de l'homme de l'ONU, Félix Boggio juge que la « diffamation des religions » est condamnable en ce qu'elle « camoufle le racisme » et ne voit pas là de « soutien aux persécutions [menées] au Pakistan. » Pourtant, c'est le Pakistan qui présente, au nom de l'Organisation de la Conférence islamique, lesdites résolutions ! Comment alors prétendre alors que cela n'a rien à voir avec la criminalisation du « blasphème » ?

Grande-Bretagne. Pour Félix, aller devant une cour régie par la charia ne relèverait que du libre choix de chacune et chacun. Or, ce sont des familles très conservatrices qui choisissent la charia qui considère qu'il n'y a pas égalité entre hommes et femmes. De fait, les tribunaux britanniques entérinent ces décisions plutôt que de faire bénéficier les opprimés (et les enfants) des droits et protections contenus dans la loi commune.

BANALISATION

On perçoit à quel point Felix Boggio banalise à outrance l'inacceptable quand il

affirme que « rien n'empêche celles qui, au regard du droit commun, se sentent lésées par leur divorce confessionnel, de porter leur affaire devant des tribunaux de droit commun ». Rien, vraiment ? Comme si dans la réalité, des rapports d'oppression redoutablement efficaces n'étaient pas à l'œuvre : domination, menaces et rétorsions (il y a eu des « crimes d'honneur » en Grande-Bretagne...). On ne parle pas de rapports entre individus libres et égaux !

Cette même volonté de banalisation apparaît quand il évoque les négociations en Afghanistan avec les talibans. Il n'y aurait, cette fois encore « rien d'incompatible avec les droits humains ». Pourtant, tout le monde (y compris Cordone) sait que les droits humains – et singulièrement les droits des femmes – risquent de faire les frais de cette négociation ; et que l'on ne peut pas s'en remettre pour les défendre aux forces de l'Otan et leurs alliés afghans qui les violent eux aussi.

Enfin, du point de vue des révolutionnaires (qui n'est pas celui du Pakistan), il serait très dangereux de justifier la condamnation de la « diffamation » des religions parce qu'elle peut cacher le racisme. Si tel est le problème, les lois antiracistes suffisent et il ne faut pas ouvrir la voie à la criminalisation liberticide du « blasphème ».

ENJEUX

L'essentiel de la réponse de Félix Boggio traite de la situation au Moyen-Orient – dont je ne parlais pas. Une façon il me semble d'éviter de discuter directement de l'objet de mon article : les attaques contre la laïcité. Or, il s'agit d'enjeux mondiaux. Le BJP hindouiste mène la charge pour confessionnaliser l'État indien alors que les dictatures militaires ont islamisé l'État pakistanais. L'extrême droite bouddhiste

veut « cingaliser » le Sri Lanka. La montée des courants fondamentalistes de type salafistes se fait lourdement sentir dans le monde musulman. Dans le monde chrétien, les églises les plus réactionnaires sont à l'offensive, en particulier contre le droit à l'avortement (Brésil, Nicaragua, Espagne, Italie, Pologne...).

Je n'ai pas bien compris en quoi la logique du « maillon faible » de la chaîne des oppressions que préconise Boggio conduisait à des résultats différents de celle de « l'ennemi principal » que je critiquais. Dans le cas de la Grande-Bretagne, par exemple, elle fait disparaître à la vue celles qui subissent les oppressions combinées de la xénophobie, du patriarcat familial, de la réaction religieuse... Sur le plan international, elle minimise (c'est un euphémisme) l'importance très actuelle du combat pour la laïcité (la séparation des églises et de l'État)...

Dans une large mesure, la « réponse » de Felix Boggio ne discute pas mes positions, mais d'autres qui me sont parfaitement étrangères : celles attribuées aux Redeker ou Christopher Hitchens, celles qui justifient les guerres d'Irak et d'Afghanistan ou la xénophobie et l'islamophobie, la défense « aveugle » des Lumières (notons que leur critique « aveugle » ne vaut pas mieux !)... C'est bien dommage. □

Une version plus longue de cette réponse est disponible sur ESSF (article 18799).

¹ Pierre Rousset, « Laïcité et solidarités à l'heure de la crise capitaliste », Tout est à nous la revue, n°12. Félix Boggio, « Retour sur les oppressions croisées », Tout est à nous la revue, n°13

Une politique de l'accueil est-elle possible ?

PAR STELLA MONTEBELLO

Sous le jour de l'actualité la plus récente (l'expulsion de Roms), le livre d'Yves Cusset, *Prendre sa part de la misère du monde*, s'impose à notre réflexion. La séparation entre éthique et politique y est ainsi soulignée: ce qui est nécessaire en éthique – accueillir sans conditions – est politiquement impossible, et à l'inverse, ce qui est possible politiquement – accueillir à certaines conditions – contredit l'éthique. Comment en sortir? Si accueillir a un sens éthique éminent, inconditionnel, en tant qu'ouverture à l'autre, hospitalité envers l'étranger, horizon de partage, cela se double dans les faits de restrictions politiques «qui contredisent la radicalité de son intention éthique», frontières, nations, défiance et peur de l'intrus, crainte d'une menace pour la cohésion sociale... Une politique réelle pour les sans-droit, les sans-terre, les apatrides, les sans-papiers, pour toute cette humanité qui cherche à être accueillie est-elle alors envisageable? Le livre parcourt plusieurs philosophies à la recherche de cette solution. Et d'abord Levinas qui a développé une belle réflexion éthique sur la rencontre avec autrui, et accusé par contraste la ligne de partage entre vision éthique et effectivité politique. *L'Éthique* de Levinas donne un sens profond à l'hospitalité mais au-delà du politique. Avec Hannah Arendt, et son livre sur les *Origines du totalitarisme, L'impérialisme*, la question politique de l'accueil est au contraire au premier plan. L'apatridie, phénomène majeur du XX^e siècle, nous montre que la forme même de l'État-nation produit l'exclusion: les

droits de l'homme ne valent que pour ceux qui «sont identifiés comme citoyens d'une nation» (Cusset). En se constituant, les États-nations produisent eux-mêmes une sous-humanité de sans-droit, d'apatrides, de parias, de bannis. On ne peut que constater que le droit régalien des États de «choisir» ses immigrés et de contrôler l'entrée des étrangers est aujourd'hui plus fort que jamais. Et Yves Cusset remarque pour sa part que ce contrôle est proportionnel au flux du capital: «La production d'un capital de plus en plus mobile et délocalisé exige que les populations du globe soient en permanence contrôlées et filtrées». Toute une partie de l'humanité qui fuit une situation économique ou politique se retrouve ainsi privée de droits élémentaires, dans des zones de transit et d'enfermement, «exclue de l'intérieur». Pour traiter politiquement de cette question, l'auteur se tourne vers «le sentiment d'appartenance» que le philosophe américain Michael Walzer considère comme la condition même de l'État, le bien politique fondamental.¹ Que signifie appartenir à une communauté d'accueil? À partir de quel moment au contraire une communauté d'accueil se sent-elle débordée et considère qu'elle ne peut «accueillir toute la misère du monde» (Rocard)? Considérer l'appartenance comme un bien fondamental substantiel, remarque toutefois Yves Cusset, ne conduit-il pas à un



divorce entre citoyens qui peuvent en recevoir le bénéfique et les apatrides qui ne peuvent en rien recevoir l'assurance de droits à appartenir à cette communauté? C'est pourquoi le livre se tourne avec Habermas vers une participation active, un prendre-part actif qui définirait une inclusion politique: délibération collective, participation aux discussions publiques, espace démocratique. Cependant, là encore, le livre traque les impasses d'une telle définition communicationnelle et langagière du politique: «L'apatride se trouve dans la situation de l'enfant qui arrive au monde, de l'enfant comme infans» qui n'a pas la parole, qui est toujours un intrus. On en vient toujours à la question non des conditions d'une discussion (qui suppose un langage commun) mais d'un dialogue qui respecte l'altérité réciproque et auquel Yves Cusset donne le beau nom de «civilité». La thèse du livre

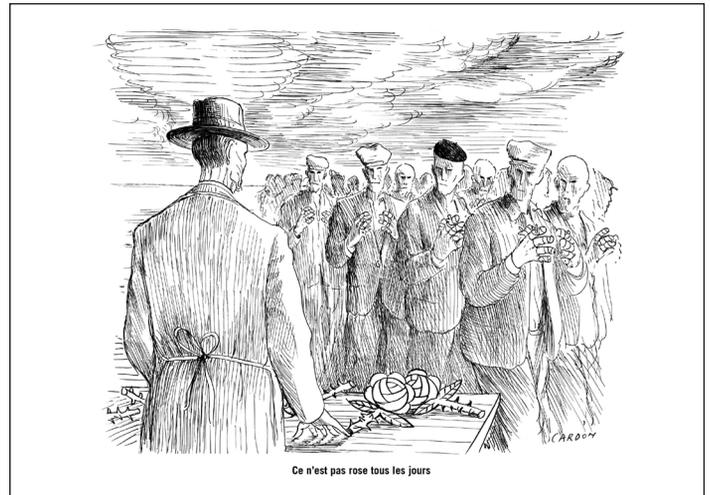
Prendre sa part de la misère du monde, Yves Cusset, Les éditions de la Transparence, 218 pages, 20 euros.

pourrait s'énoncer ainsi: l'accueil ne peut être envisagé à partir de l'État mais à partir des «réseaux moléculaires» qui traversent la société civile et instituent à chaque moment une socialité politique et des formes de civilité. C'est Agamben qu'il faudrait suivre alors: «Pour Agamben, la lutte politique à venir n'est plus une lutte des classes marquées d'intérêts divergents, mais une lutte pour une telle hospitalité, pour maintenir l'existence d'un espace commun de rencontre entre singularités quelconques contre le pouvoir souverain, bio-politique et pan-intégrateur de l'organisation étatique».² Cinq lieux communs doivent être réinvestis pour que soit préservée en eux la forme même du partage, de la civilité et de l'accueil: la ville, l'école, l'Europe, la terre, et la demeure ou le chez-soi. Au terme de ce trajet, nul doute, une politique de l'accueil est bien possible à condition qu'elle ne parte de l'État mais d'un investissement des lieux communs de la socialité par les acteurs sociaux eux-mêmes. Autant dire que le vivre en commun n'est en rien donné, il est une invention perpétuelle qui échappe par nature à la forme État. □

1. Michael Walzer, *Sphères de justice, une défense du pluralisme et de l'égalité*, traduction, P. Engel, Paris, Le Seuil, 1997.
2. Voir Agamben: *La communauté qui vient*, Le Seuil, 1990.

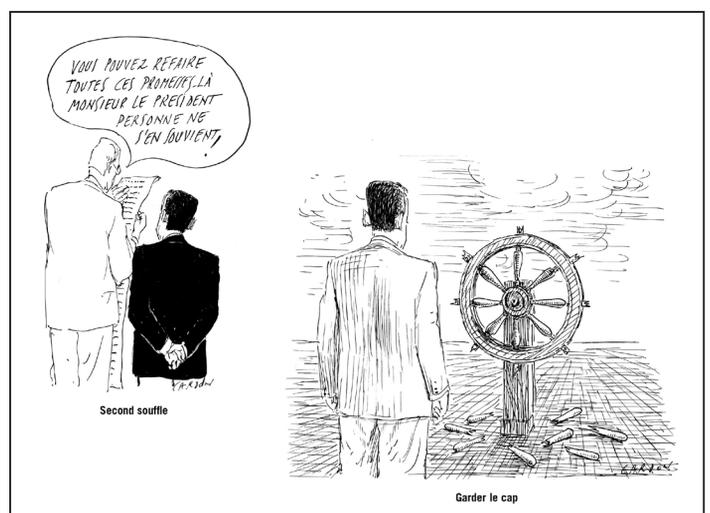
CARDON, LE TRAIT MOQUEUR

PAR PIERRE BATON



Les éditions l'Échappée publient un recueil de dessins de Cardon, dans une jolie et copieuse édition. On y découvre une série de dessins aux inventions graphiques souvent touchantes et la plupart du temps percutantes, bien que d'une grande sobriété graphique. On reconnaît son trait, son style, entre mille. Depuis près de 50 ans dont 36 passés au *Canard enchaîné*, Cardon chronique la vie politique. Mais, dans cet exercice, il garde une distance et pose un regard moqueur sur l'actualité sans s'y enfermer. Les premiers dessins publiés dans ce recueil datent de 1974 et résistent bien au temps, la plupart n'ont pas atteint la date de péremption, exercice difficile pour du dessin de presse.

Dans sa préface Jean-Luc Porquet (une autre des signatures du *Canard enchaîné*) présente le travail de son collègue et ami en ces termes : « C'est un monde en noir et blanc. Les puissants contre la multitude. C'est aussi simple que ça. Une vieille histoire, une histoire d'une actualité brûlante. Chez Cardon, les dominés portent la casquette du prolo, et les dominants le melon de la City. Archaisme volontaire et assumé, qui rend lisible la ligne de démarcation. [...] Pour lui l'argent a toujours la même odeur. L'argent, c'est le sang des pauvres. » Cardon c'est un style, il dessine un personnage en quelques traits, le plus souvent de dos (d'où le titre de l'ouvrage) et pourtant on reconnaît sans peine les héros de notre



actualité, de la vie politique (Chirac, Mitterrand, Jospin, Rocard, Balladur, Mauroy...). Pourquoi les représenter de dos? L'auteur lui-même ne semble pas vraiment le savoir.

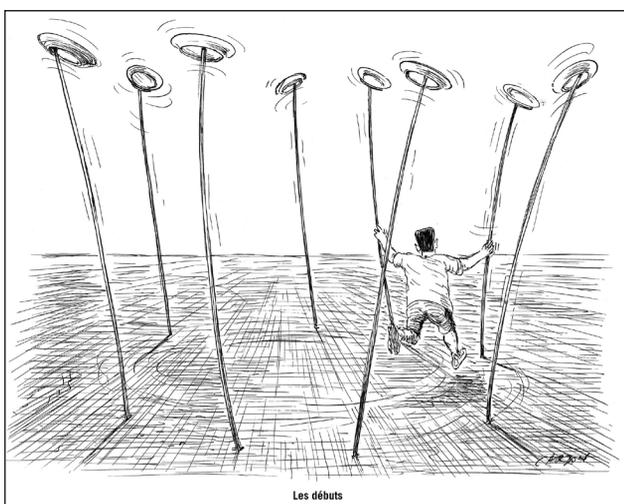
Jean-Luc Porquet suggère que c'est parce que « les hommes de dos nous tournent vraiment le dos », peut-être aussi parce que dans cette position, on peut plus facilement envisager de



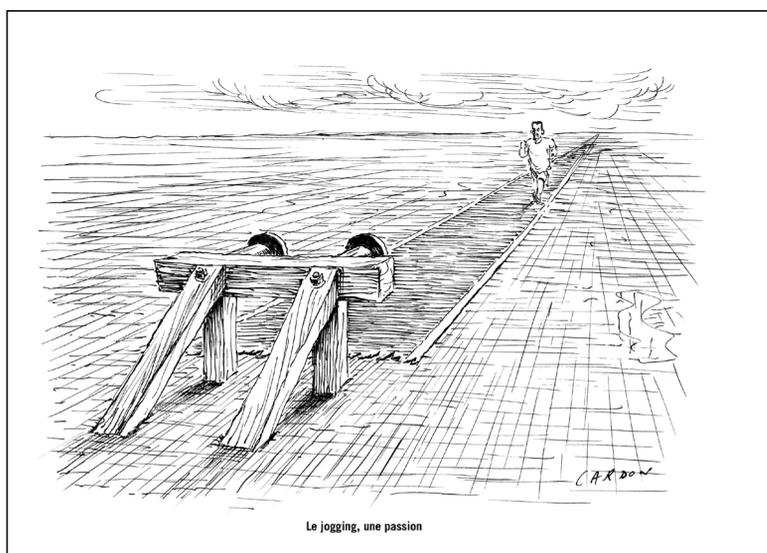
Tout va bien en Pologne



Aide au tiers-monde



Les débuts

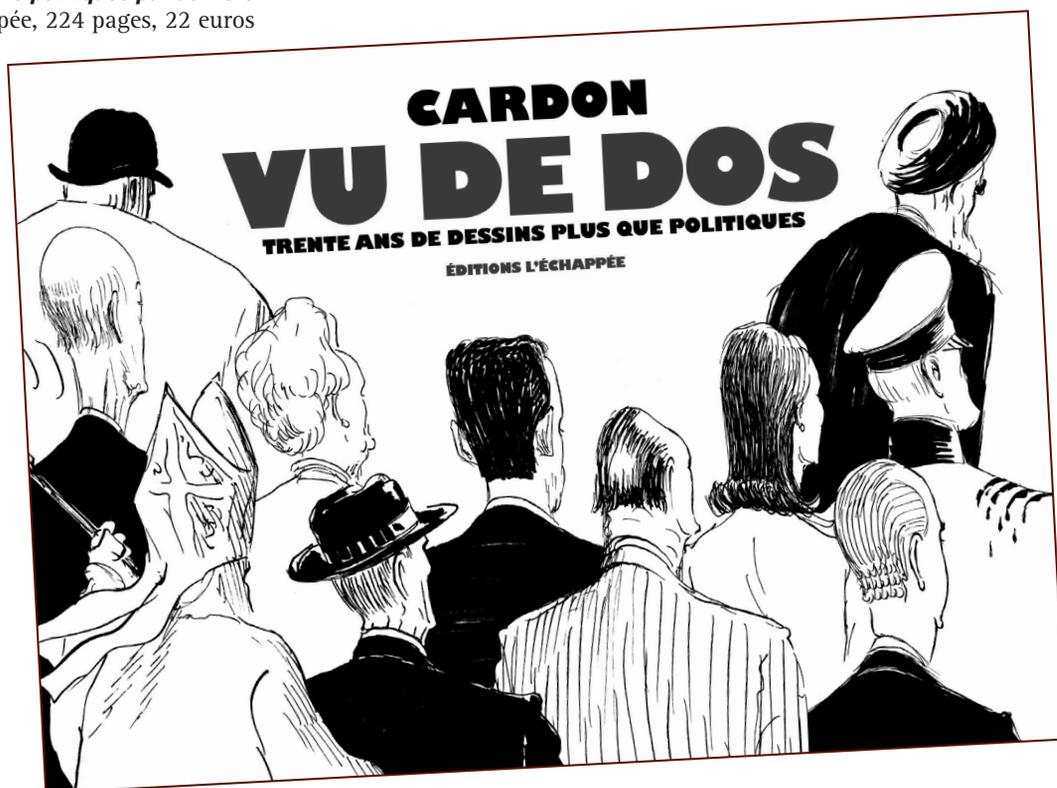


Le jogging, une passion

Vu de dos. Trente ans de dessins politiques par derrière

Cardon, éditions l'Échappée, 224 pages, 22 euros

mettre des coups de pied. Cardon a commencé par travailler comme ouvrier à l'Arsenal, à Lorient. Il en est sorti ouvrier électricien. C'est à la faveur du temps libre, durant son service militaire, qu'il fréquente les Beaux Arts. En 1961, il part pour Paris et travaille très vite pour divers titres à commencer par *Bizarre* de Jean-Jacques Pauvert. Puis ce sera *Siné Massacre*, *France soir* ou encore *l'Humanité dimanche*. En 1968, il participe à divers journaux qui agitent l'époque : *L'Enragé* et *Action*. En 1974, il entre au *Canard*. À 74 ans Cardon continue de livrer chaque semaine ses dessins dans ce qui devient le dernier dinosaure de la presse satirique. Histoire de continuer à se mettre les puissants à dos ?



S'ABONNER

Abonnements par chèque, à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil)
 ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE :

FRANCE ET DOM-TOM

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
 50 euros 100 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
 38 euros 76 euros

Abonnement à la revue mensuelle 6 mois 1 an
 22 euros 44 euros

ÉTRANGER

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
 70 euros 140 euros

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

DATE:

SIGNATURE:

Etablissement teneur du compte

BANQUE:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

Abonnements

par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire **accompagné d'un RIB** à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
 (25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires
 HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
 (19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par:

ORGANISME CREANCIER:
**NOUVELLE SOCIETE DE PRESSE,
 D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION
 (NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR
 93100 MONTREUIL
 NUMERO NATIONAL D'EMETTEUR:
554755**

Titulaire du compte

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

MAIL:

TOUT est à nous! LA REVUE mensuel du Nouveau Parti anticapitaliste
 Rédaction: 01 48 70 42 27
 Diffusion: 01 48 70 42 31
 diffusion.presse@npa2009.org
 Administration: 01 48 70 42 28
 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
 redaction@npa2009.org
 Commission paritaire: 0514P11509
 Tirage: 3 000 exemplaires
 Société éditrice: Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
 Gérant et directeur de publication: François Coustal
 Impression: Rotographie, Montreuil-sous-Bois
 Tél.: 01 48 70 42 22
 Fax: 01 48 59 23 28
 mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT*

DEPUIS LE 2 SEPTEMBRE 2010,

TOUT EST À NOUS!

L'HEBDO

NOUVELLE FORMULE

hebdomadaire du Nouveau Parti Anticapitaliste

TOUT!
est à nous!

NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

n° 75 - 28 octobre 2010 - 1,20 €

Dossier
 Travail et
 aliénation

Pages 6 et 7

www.npa2009.org

**Ras-le-bol de la Sarkozie
 PRÉPARONS**

